



JOURNAL DU RASSEMBLEMENT  DES CERCLES COMMUNISTES
— pour la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire —

Trimestriel - Prix du numéro: 1 Euro - Abonnement: 10 Euros pour 6 numéros - rassemblementcommuniste.org



Rassemblement contre le débat -
procès gouvernemental sur l'Islam
(5 avril 2011 - Tourcoing)

Contre le FN fasciste et pour redonner une perspective aux abstentionnistes, il est urgent de développer un grand

FRONT POPULAIRE DE GAUCHE !

EDITO

Les élections cantonales des 20 et 27 mars dernier ont donné leur verdict : une nouvelle défaite (après celle des régionales en 2010) de l'UMP-Sarkozyste, et une petite victoire par défaut de la gauche social-démocrate (PS), mais dans un contexte de forte poussée du vote lepéniste, le tout sur fond de très forte abstention (55,63%), avec un Front de Gauche qui continue sa progression, encore timide (10,5%).

Dans ce numéro...

- P2 - Bilan des élections cantonales et perspectives pour 2012
- P3 - Le RCC aux élections cantonales
- P4 - Paroles d'ouvriers: pour les salaires, contre l'arrogance patronale!
- P6 - Islande: Une révolution de Jasmin en Europe?
- P7 - Printemps arabe et pluie de bombes
- P7 - « On a vaincu le dictateur, pas encore la dictature » - Hamma Hammami (Parti Communiste des Ouvriers Tunisiens)
- P9 - Le rôle de « l'Islam politique » dans les stratégies impérialistes
- P10 - Algérie: Quand les trotskistes roulent pour un dictateur à la solde des impérialistes
- P11 - Libye: Vers une « solution » à l'ivoirienne?
- P12 - La Françafric tombe le masque en Côte d'Ivoire
- P13 - FSM: L'Afrique relaye une initiative née en Amérique Latine
- P13 - Fukushima: La sécurité des peuples n'est pas compatible avec le profit
- P14 - Il y a 50 ans, une victoire du socialisme cubain contre l'impérialisme yankee
- P15 - La Commune de Paris a 140 ans!
- P16 - Le RCC s'élargit: Entretien avec Charles Hoareau, porte parole de Rouge Vif 13



L'abstention massive est bien entendu la première donne de cette élection, surtout dans les villes et quartiers populaires (67,3% d'abstention par exemple dans le département de la Seine St Denis, 75,7% dans le Nord à Roubaix-Tourcoing avec des pointes à 82% dans certains bureaux), ce qui montre un écœurement généralisé des couches populaires qui n'en peuvent plus de la politique de la « droite » mais qui se souviennent aussi que sous la « gauche », ce n'était guère mieux. C'est un rejet de la « classe politique ». Cela traduit aussi – car de l'écœurement ne naît pas spontanément la conscience politique – une très forte dépolitisation des couches populaires, qui se recroquevillent sur leur quotidien difficile et qui finissent par se persuader que « la politique, ce n'est pas pour eux »...

Dans certains cas, ce rejet de « la politique » et du couple libéral et eurocrate « gauche / droite » se traduit par le vote FN : en ce sens l'abstentionnisme est aussi un rejet du vote FN.

Le FN est néanmoins le grand vainqueur des élections. D'une part par la poussée qu'il enregistre, réelle : 19,22% en moyenne sur les cantons où il se présentait au premier tour. « Effet Marine Le Pen » incontestablement, effet qui signifie surtout un renouveau de la crédibilité/respectabilité du FN, une crédibilité qui est due pour une large part aux médias bourgeois eux-mêmes et à l'UMP qui n'a eu de cesse de placer les thèmes de campagne de prédilection du FN (débat « Laïcité et Islam » encore dernièrement) au cœur de la vie politique.

Vainqueur d'autre part parce que le « ni-ni » (ni FN ni Gauche) énoncé par Sarkozy à l'occasion du second tour des cantonales, a signifié pour la première fois une rupture officielle avec le « Non au FN » proclamé des dirigeants de la droite dite républicaine : Sarkozy, par sa position relayée par les principaux cadres de l'UMP, a placé ainsi le FN dans la

normalité, comme un « parti comme les autres », « pas plus dangereux que le PS ». C'est précisément à cette dédramatisation politique qu'œuvraient les Le Pen père et fille depuis des années. Sarkozy vient de la leur accorder d'un coup, et les électeurs de droite ont suivi au second tour des cantonales en votant – pour une part – pour les candidats du FN : 36% en moyenne, obtenus par les candidats du FN dans les 400 cantons où il avait pu se maintenir au second tour. Plus de 40% dans 86 cantons (et deux élus). Le FN se place au cœur de la droite, comme l'aile marchante d'une droite décomplexée, aux côtés d'une UMP prête en partie pour les intérêts de classe des monopoles capitalistes, à fusionner avec l'extrême droite fasciste.



Front National ou alternative populaire antilibérale de gauche

L'objectif de Marine Le Pen est de poursuivre l'installation de l'extrême droite dans le paysage politique dès les présidentielles 2012, en étant « la candidate de droite » présente au second tour face au candidat du PS (Sarkozy ayant été éliminé au premier tour)... pour ensuite se placer en meilleure opposante à la social-démocratie au pouvoir en prévision des échéances futures (dont les présidentielles 2017).

On voit bien le danger terrible dans lequel est placé le mouvement ouvrier et populaire de ce

pays. On voit bien la nécessité d'empêcher absolument ce scénario qui repose pour une large part sur l'hypothèse que la « gauche » (c'est-à-dire en fait le PS) va l'emporter en 2012 et va inéluctablement décevoir profondément la classe ouvrière et les autres couches populaires qui l'auront porté au pouvoir.

Que faire ? L'enjeu est bien de faire émerger **une alternative populaire antilibérale à gauche du PS**, une alternative qui pourra, si ce n'est prétendre au pouvoir dès 2012 (ce qui paraît peu réaliste au vu du rapport des forces actuelles au sein de la gauche), tout au moins être une opposition dynamique et forte aux compromissions et trahisons inévitables de la social-démocratie au pouvoir, de sorte que le terrain politique et social ne soit pas laissé au FN. Il y a clairement une course de vitesse enclenchée entre le FN et l'alternative populaire **antilibérale à gauche du PS**, dont le dénommé « Front de Gauche » est aujourd'hui de fait l'un des acteurs essentiels.

Le Rassemblement des Cercles Communistes considère qu'il convient aujourd'hui de renforcer ce « Front de gauche » mis en place par le PCF, le PG de Mélenchon et la « Gauche Unitaire » (scission du NPA) et de l'élargir, non seulement aux militants syndicaux et associatifs, mais aussi aux autres organisations politiques du camp antilibéral. Il y a ainsi nécessité de transformer ce « Front de Gauche » qui peine encore à percer malgré ses progrès (10,5% des voix mais, selon un sondage prometteur, 16% des 18-25 ans) en un véritable « Front Populaire de Gauche », en enclenchant une réelle dynamique



militante à la base qui dans tous les cas ne pourra pas s'appuyer sur une seule figure médiatique telle que Jean-Luc Mélenchon, mais bien sur l'énergie et le potentiel militant des organisations.

Renforcer et élargir le Front de Gauche

Le travail de mise en place d'un large front est certes toujours difficile, semé d'embûches : il y a la difficulté des uns et des autres à bâtir du neuf, en rompant avec des pratiques anciennes et des anciennes amitiés, ce qui peut conduire le front à rester un appendice de la social-démocratie libérale contre laquelle on se proclame pourtant en rupture (la présence de Pierre Laurent, dirigeant du PCF, sur la péniche aux côtés de Martine Aubry au soir du premier tour des cantonales, était un mauvais signal envoyé) ; il peut y avoir le maintien de méfiances entre organisa-

tions, des arrières-pensées sur l'avenir du front lui-même et des pratiques de non-ouverture politique conduisant à des désunions, y compris sur le plan électoral ; il y a des divergences entre organisations sur le programme immédiat et sur l'analyse de la situation concrète (on pense à Mélenchon favorable à la « zone d'exclusion aérienne » votée par l'ONU qui a été le préalable à la guerre des puissances impérialistes contre la Libye), et bien d'autres choses encore... Mais le front est une **nécessité vitale** aujourd'hui : « **Quand les blés sont sous la grêle / Fou qui fait le délicat** » écrivait Aragon.

Objectivement dans ce front, il y a et il y aura différentes tendances politiques : notamment une aile réformiste et une aile révolutionnaire à laquelle nous appartenons. Mais l'unité de ce front à élargir est essentielle. Nous disons en particulier aux militants et organisations communistes qui se positionnent aujourd'hui contre le Front de Gauche et les organisations qui le composent – notamment contre le PCF – et qui cherchent à bâtir un illusoire « front d'alternative populaire » de rechange en dehors du Front

de Gauche, qu'il se trompent : l'heure est à l'unité la plus large, non pas de tous ceux qui ont la même vision de la révolution ou du changement de société, mais de tous ceux qui veulent mettre un coup d'arrêt à la politique de régression sociale sans se ranger derrière les chantages de la modération social-démocrate.

Bien sûr il faut du contenu à ce front populaire antilibéral en gestation, sans attendre les prochaines échéances électorales. C'est pourquoi, par exemple, nous proposons aux forces politiques du front de gauche, et en particulier à la première d'entre elles, le PCF, de **préparer une grande campagne politique contre la hausse des prix et la vie chère, qui pourra se traduire par des manifestations de rue**. C'est ainsi qu'on fera concrètement reculer le FN et l'abstention, en redynamisant une opposition politique qui prend en charge la misère sociale et les difficultés de vie, tout en dénonçant le coût des guerres en Afghanistan, en Libye et en Côte d'Ivoire.

Non au « pacte pour l'euro » signé à Bruxelles par Sarkozy !

C'est aussi, par une telle campagne contre la vie chère, le moyen de démonter les blocages institutionnels mis en place par les capitalistes pour baisser notre pouvoir d'achat, et notamment les



nouvelles mesures décidées à Bruxelles par le Conseil européen (donc les chefs d'Etats européens) de ce mois de mars : le « pacte pour l'euro » qui vise à aller encore plus loin dans l'austérité et l'appauvrissement des travailleurs au nom de la « compétitivité » des entreprises.

Il s'agit clairement avec ce « pacte » de baisser les salaires : « *Afin de déterminer, dit le texte voté, si les salaires évoluent en accord avec la productivité, le coût unitaire de la main d'œuvre fera l'objet d'un suivi par comparaison avec l'évolution dans d'autres pays de la zone euro et chez les principaux partenaires commerciaux comparables* » (comprendre le Brésil ou la Chine par exemple). Et le texte d'enfoncer le clou en demandant de « *réexaminer les dispositifs de fixation des salaires* » et de « *veiller à ce que les accords salariaux dans le secteur public viennent soutenir les efforts de compétitivité consentis dans le secteur privé* ».

Ce pacte, c'est aussi la flexibilité du marché du travail, le recul de l'âge de la retraite ou encore l'harmonisation (à la baisse bien sûr !) de l'impôt sur les sociétés (34% en France, taux moyen européen de 25,7%). C'est encore la mise en concurrence des territoires par la baisse du « coût du travail » (c'est-à-dire des salaires) au sein de la zone euro : « *des instruments spécifiques et des initiatives communes seront envisagées pour favoriser la productivité dans les régions en retard de développement* ». On voit là pourquoi les députés et sénateurs de droite et socialistes ont bafoué la volonté populaire exprimée par le NON à la Constitution Européenne en 2005, par un vote OUI à son texte jumeau le traité de Lisbonne.

Vraiment, pour lutter contre ces politiques qui font les poches des travailleurs pour gonfler les profits des patrons actionnaires (87 milliards d'euros en 2010), il est urgent de riposter, collectivement. Ce peut être pour le front de gauche, pour ses organisations, l'occasion de donner une suite à l'élan de la campagne des cantonales. C'est à cette tâche que nous appelons toutes les forces de gauche qui ont appelé et agi pour la victoire du NON, à forger l'unité à la base et au sommet dans l'action pour stopper la machine infernale de la broyeuse sociale libérale et le danger que constitue l'extrême droite fasciste.

Le RCC dans les élections cantonales

Des candidats de la Coordination Communiste sous la bannière du Front de Gauche élargi

Poursuivant la construction d'un front populaire de gauche, dans les luttes mais aussi dans les urnes, la Coordination Communiste a été directement présente dans le combat électoral des cantonales sous la bannière du Front de Gauche. Avec ses organisations et ses militants, comme lors des régionales il y a un an, ou comme lors de la cantonale partielle de Tourcoing il y a neuf mois.

Notre camarade Roland Diagne* était candidat titulaire dans le canton de Villeneuve d'Ascq-Nord et notre camarade William Roger* était candidat suppléant dans le canton de Tourcoing-Nord-Est.

Ici comme d'ailleurs dans tous les autres cantons, l'objectif était clairement d'ancrer fortement **une gauche de combat**, de **prolonger dans les urnes** les grèves et manifestations contre la régression sociale, d'ouvrir un **espace de résistance radicale à la politique sarkozyste**, et de **redonner une perspective politique** aux travailleurs, chômeurs, retraités et jeunes complètement écœurés par "la politique" et très majoritairement abstentionnistes.

L'enjeu est d'importance: dans les discussions avec les populations, il y a une énorme colère, un énorme ras-le-bol, mêlé à un sentiment d'impuissance.... mais aussi la disponibilité à entendre un nouveau discours, pour peu que la présence militante se renforce auprès du peuple. **Or la voix du Front de Gauche a besoin de peser davantage !** Ne laissons pas croire que la seule opposition à la politique sarkozyste soit celle du PS. Cela renforcerait davantage Le Pen et sa démagogie social-fasciste pour tromper les électeurs. **Il y a une alternative** à la gauche molle social-libérale, pour ouvrir une perspective contre le libéralisme destructeur et le social-libéralisme accompagnateur.

* Sur ces deux cantons, le Front de gauche a obtenu 8% sur Villeneuve d'Ascq et 5,3% sur Tourcoing Nord/Est.

Rouge Vif 13 continue son implantation dans le canton marseillais de Saint-Barthélemy

La question que se sont posée nos adhérents c'est d'abord : faut-il présenter une candidature ou pas ? La question des noms a été seconde. Il y a des gens qui souffrent, qui sont désabusés. Ils ne s'engagent pas en politique parce qu'ils trouvent qu'il n'y a pas de différence entre la droite et la gauche : c'est ça, qui a déterminé notre choix. On s'est dit que notre candidature allait peut-être permettre à ces gens-là de se réapproprier la politique et de faire baisser l'abstention dans les cités. Donc, notre premier acte, notre première volonté, ça a été de dire : il faut que les gens qui souffrent, soient ceux qui votent, qu'ils arrêtent de laisser les autres décider à leur place.

En 2004, aux dernières cantonales, nous nous étions retirés unilatéralement pour soutenir la candidature du PCF dans le canton de Saint Just. Le PCF, lui, refusait de nous soutenir et se présentait face à nous dans le canton de Saint-Barthélemy. Enfin aux législatives de 2007, nous avons proposé une candidature commune et, là encore, le PCF avait refusé alors que nous ne posions aucune exigence en terme de titulaire ou de suppléant ou quoi que ce soit - je dis le PCF parce que c'est le parti de gauche qui a le plus de poids dans le secteur. Pourtant ce serait possible si on voit ce qui se passe dans le Nord où Roland Diagne par exemple, candidat de la Coordination Communiste qui se bat sur les mêmes positions que Rouge Vif 13 va être le candidat du Front de Gauche. C'est peut être une particularité locale quand on voit ce qui s'est passé aux dernières municipales et aux régionales où contrairement au Limousin, au Languedoc-Roussillon ou dans le Nord-Pas de Calais, le Front de gauche ne s'est pas élargi...

Notre score de 5% est plus qu'honorable, mais même si nous sommes les seuls à « gauche » à progresser en pourcentage sur le canton, force est de constater que nous n'avons pas réussi à faire reculer l'abstention de manière significative, en particulier dans les cités populaires. Cela tient à plusieurs raisons parmi lesquelles un manque de visibilité nationale de ce courant communiste sans compromission, et à notre activité trop faible en temps ordinaire dans ce canton.

Pourtant nous savons bien que nombre des électeurs qui ont voté pour nous font partie de celles et ceux qui ne seraient pas aller voter sans notre présence ou, pour reprendre les mots d'une jeune participante à notre assemblée qui a suivi le premier tour, sont passés d'un « vote par dépit à un vote de conviction ».

L'accueil extraordinaire que nous avons reçu, la richesse des débats que nous avons eus, s'ils ne se reflètent pas encore dans les urnes à la hauteur où on aurait pu l'espérer, sont autant d'encouragements à continuer et amplifier notre action en intégrant les nouvelles et nouveaux adhérent-e-s qui ont décidé de nous rejoindre.

(extraits publiés sur le site Rouge Midi)

Abonnement: 10 euros pour 6 numéros + frais de port
Envoyez votre chèque à l'un des cercles membre du RCC
À défaut, chèque à l'ordre de la Coordination Communiste - BP51 - 59007 Lille CEDEX

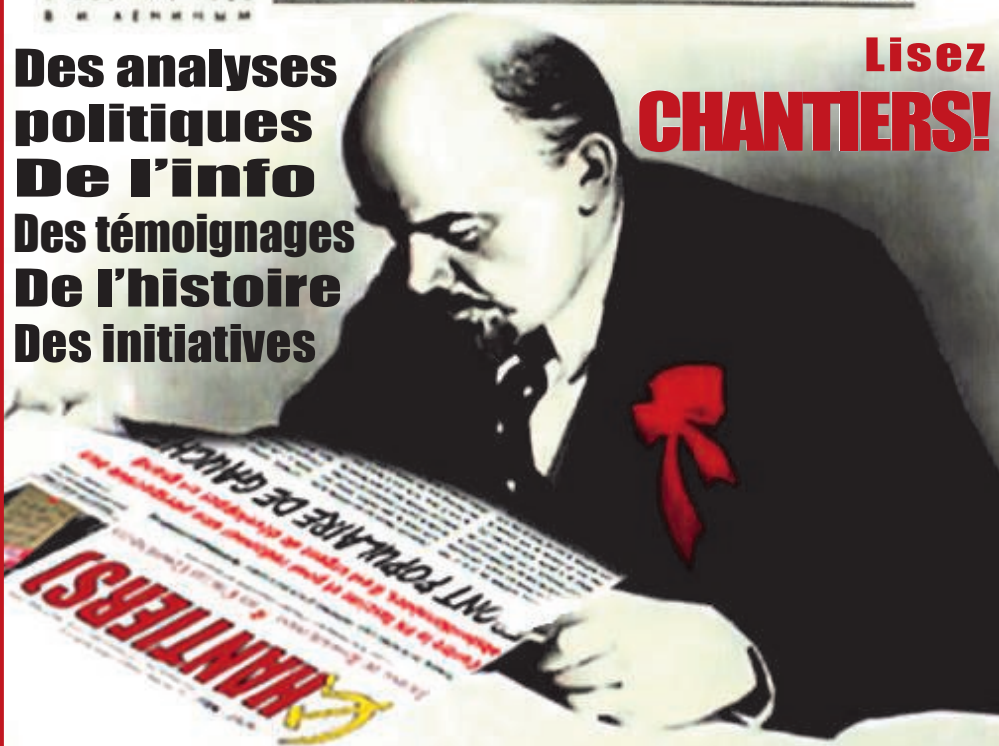


ABONNEZ-VOUS!

Орган Центрального Комитета КПСС

Des analyses politiques
De l'info
Des témoignages
De l'histoire
Des initiatives

Lisez
CHANTIERS!



Licenciements, « austérité », arrogance patronale... et résistances ouvrières !

Des ouvriers de la métropole lilloise témoignent...

Piquet de grève ExPliSite (Neuville, janvier)

Chantiers : Peux-tu nous expliquer ce qui se passe dans cette entreprise qui s'appelle ExPliSite ?

Fouad (ouvrier de Norbert Dentressangle, ZI Neuville, et UL-CGT Tourcoing) : C'est une fermeture définitive qui prévoit 13 licenciements. Mounir, le délégué syndical CGT a appris ça seulement la semaine dernière lors d'une réunion de délégués du personnel. Sur la ZI de Neuville on arrête pas de fermer les entreprises, de licencier massivement [cf. Lutte des PIMKIE – chantiers 2010]. Si on continue à ce rythme, dans moins d'un an, ce sera une zone industrielle fantôme !

Les salariés d'ExPliSite reçoivent en fait le même « cadeau » de fin d'année que les ouvrières de chez Pimkie l'année dernière. Ici les patrons c'est Colruyt, une chaîne belge, chiffre d'affaire de plus de 320 milliards d'euros. ExPliSite est une petite filiale française de ce groupe, qui s'occupe des mailing et de la mise sous pli et de l'expédition des journaux et catalogues du groupe.

Depuis l'implantation de la CGT dans cette petite entreprise ici, il y a à peu près un an, il y a eu pas mal d'avancées, notamment les premières négociations salariales : des augmentations, des primes de fin d'année, la reconnaissance des qualifications. On est en train de se demander si avec toutes ces avancées, la boîte n'est pas devenue une brebis galeuse pour le groupe, qui ne doit pas donner le « mauvais exemple » aux autres filiales, et si du coup la direction n'a pas choisi d'écraser le noyau de la lutte avant qu'elle ne s'étende...

Chantiers : Toi tu travailles aussi dans cette zone industrielle ; c'est la même histoire dans ton usine ?

Fouad : Là où je travaille c'est un groupe français. Le mois prochain sont prévus 57 licenciements secs sur 109 salariés. C'est pourtant un poids lourd de l'agroalimentaire qui fait des bénéfices colossaux. La boîte n'a absolument pas été touchée par la crise, mais justement la crise a « le dos large » et on profite de la période pour accélérer les plans sociaux prévus depuis longtemps... Il est évident que ces groupes reçoivent et profitent des subventions de l'Etat, avec l'appui des politiques, pour assurer des juteux « plans de sauvegarde de l'emploi (sic) » (plans de licenciement). Aubry [maire de Lille] a donné une forte somme à Décathlon pour qu'il reste dans la région ; ça a dû allécher les autres grands groupes qui s'amusent à faire du chantage à la délocalisation ! Les patrons se servent des ouvriers comme de numéros ou de pièces qu'on peut jeter dès qu'on n'en a plus besoin.

Mon souhait, c'est qu'on arrête de renflouer sans cesse les caisses des gros patrons qui sont déjà trop pleines. Notre patron, Norbert Dentressangle, a acheté sur ses fonds l'année dernière l'hôpital militaire de Paris pour la somme dérisoire de 8 millions d'euros avant que les locaux ne lui soient rachetés par le gouvernement 17 millions d'euros seulement quatre mois après... On voit très bien la connivence des gros patrons et des politiques : ensemble ils sont tout simplement en train de dépouiller la France !

Chantiers : Fabrice, tu travaillais jusqu'à l'année dernière chez Pimkie tout près d'ici ; peux-tu nous faire un petit bilan de cette lutte et de ses suites cette année ? →



Le piquet de grève d'ExPliSite en janvier dernier (Z.I. Neuville)

Piquet de grève Camaïeu (Roubaix, février)

Chantiers : Thierry, Peux-tu rappeler le contexte de votre lutte à Camaïeu et vos revendications ?

Thierry (CGT Camaïeu Roubaix) : On s'est déjà mis en grève le 26 octobre, puis le 3 décembre, et maintenant en janvier. Entre deux on a distribué des tracts, on a envoyé une lettre recommandée à la direction : aucune réponse à nos revendications... On demande une augmentation de salaire de 150 euros nets pour l'ensemble du personnel : ouvriers, cadres et employés des magasins. On veut aussi une réelle amélioration des conditions de travail. On constate de plus en plus de pression de la part de la direction, du harcèlement moral. On a un *turn over* de presque 50% ce qui est énorme, et à peu près 3 à 400 licenciements par an au national, 1000 démissions par an... Il y a plein de manières de licencier pour éviter que ça se voit et pour éviter les plans sociaux. Par exemple, ils utilisent la « clause de mobilité » limitée à 100 km. En mutant un salarié dans un entrepôt situé à 100 km de chez lui, la baisse de pouvoir d'achat liée aux frais de déplacement est telle que le salarié est presque obligé d'aller chercher du travail ailleurs et plus près.

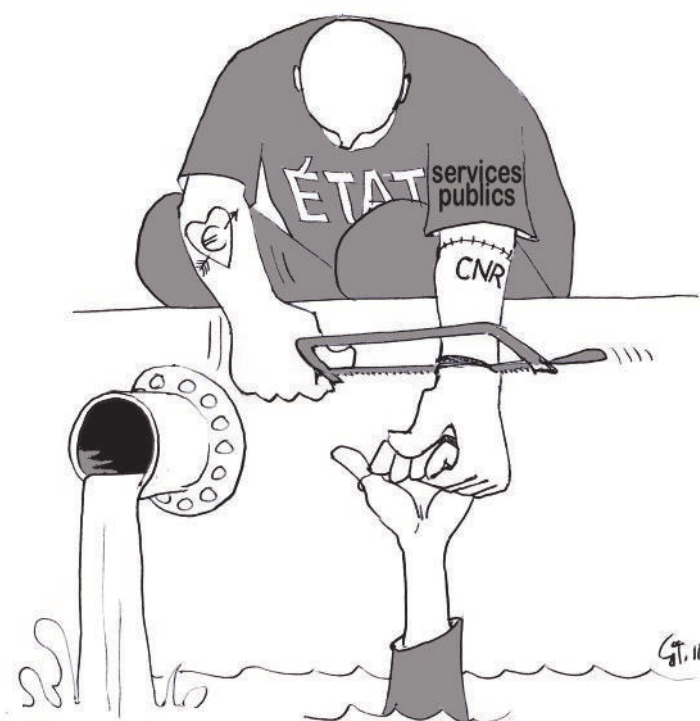
Aujourd'hui, on redémarre un mouvement de blocage parce que la direction ne nous écoute pas. On a commencé à bloquer les camions mardi : ils ont porté plainte au tribunal d'instance. Donc on a dû lever le piquet, mais par contre on continue la grève parce que les camarades ont reçu des menaces de sanction, voire de licenciement pour certains. Tout ça pendant

que l'ex-PDG de Camaïeu touche avec ses stock-options 23 millions d'euros d'un coup et continue de toucher 100 000 euros par an au titre de « consultant ». Camaïeu fait en 2010 cent millions d'euros de bénéfice ; cinquante millions va directement dans les poches des actionnaires. Si tout le monde ici était augmenté de 150 euros comme nous le revendiquons, avec les charges ça représenterait même pas dix millions d'euros... Mais aujourd'hui il y a une arrogance et une volonté de ne pas écouter les salariés, c'est ce qui explique notre mouvement aujourd'hui. Même les cadres dans les bureaux cette fois-ci, malgré la pression qu'ils ont, sont descendus avec nous, ce qui n'est presque jamais arrivé. Ça prouve bien que le malaise est réel dans l'entreprise. La direction est particulièrement dure : elle a fait intervenir la justice immédiatement avant les soldes, ce qui n'est pas arrivé l'année dernière quand les camarades de Pimkie avaient fait la même chose dans la même période.

Fabrice (UL CGT Tourcoing) : C'était un plan de licenciement qui concernait 190 salariés. Parmi eux, à ce jour, très peu de personnes ont retrouvé un CDI, la plupart sont en « formation ». C'est bien la formation, mais à la sortie, trouveront-ils un travail ? Et même avant de trouver du travail, auront-ils leur diplômes et leur requalification ? →

Chantiers : la grève avait commencé avant la période des fêtes de fin d'année puis des soldes, avec une force ; celle de bloquer les stocks. Pourquoi l'unité a-t-elle éclaté avant ?

Fabrice : Oui, cette grève a été arrêtée un tout petit peu trop tôt, au moment où on commençait vraiment à avoir un impact financier sur l'entreprise. Certes la moyenne des ouvriers licenciés est partie avec 50000 euros : C'est une belle somme, mais ça part très vite quand on est au chômage. En même temps c'est vrai qu'il y a eu des circonstances qui ont fait que la grève s'est arrêtée brusquement, dans un contexte où les ouvrières sont restées trois semaines dehors sur les piquets de grève, en plein hiver : ça use... La direction avait trouvé en plus une astuce pour pouvoir livrer certains magasins malgré le blocage, depuis leurs sites dans les autres pays européens. Donc la seule difficulté pour la direction, c'était que les stocks pour la période des soldes étaient dans nos dépôts, et non dans les autres sites. Si la grève avait continué jusqu'aux soldes, ils auraient vraiment perdu de l'argent. Là on avait un vrai moyen de pression... certains syndicats ont fait éclater l'unité à ce moment là malheureusement...



En un an...

Pain + 7%

Pâtes + 17%

Légumes + 11%

Gaz + 20%

Gazole + 20%

Essence + 13%

Fuel domestique + 21%

Assurances + 5,6%

Péage des autoroutes + 7,8%

Forfait hospitalier + 26%

Source Nielsen panel

Piquet de grève Grand Stade Lille Métropole (Villeneuve d'Ascq, Avril)

Chantiers : Les grèves sont souvent rares dans le bâtiment, mais celle-ci est impressionnante ! Comment s'est-elle déclenchée ?

Jean Marc (CGT Eiffage) : On fait grève pour les salaires ! On n'accepte pas ce que propose la Fédération, le coût de la vie a augmenté et nous on veut que nos salaires suivent l'augmentation des prix. Ils proposaient 1,3% d'augmentation ! Ça fait même pas 20 centimes d'augmentation à l'heure, pour la plupart chez nous ça représente 12 centimes, même pas ! Il y a vraiment quelque chose qui ne va pas ! Maintenant on revendique la même augmentation pour tout le monde, tous les salariés.

Chantiers : Quels sont les secteurs qui se sont mis en grève ici ?

Jean Marc : C'est les Travaux Publics et la construction essentiellement. Les plus nombreux ici c'est la construction. De toutes façons, Les salariés d'Eiffage sont en grève dans toute la France : Marseille, Lyon, Paris, personne n'accepte la proposition d'augmentation. On sait bien qu'ils ont les moyens ! Et pour cause, ça fait des années qu'ils nous volent ! Il va falloir qu'il payent et puis c'est tout !

La Fédération, qui décide des augmentations, c'est une salle avec que des patrons qui discutent entre eux autour d'une table, et décident combien ils vont donner aux salariés... C'est très « démocratique » ! On n'est pas invité vous pensez bien ! Il y a quatre ou cinq ans, on les a séquestrés pendant 48 heures ; on a réussi à avoir une augmentation de 2,5% !

On a commencé la grève hier matin à sept heures, aujourd'hui, ça grossit de plus en plus : il faut prévenir tous les chantiers, une quinzaine ; c'est du boulot... à midi, tous les chantiers seront arrêtés. Ça, ça leur coûte un maximum d'argent, surtout ici, sur le chantier « Grand Stade », vous imaginez le prix d'une journée perdue !

Ça fait trois ans qu'ils nous disent « vous aurez plus l'année prochaine ». Cette année on devait enfin toucher plus, et pour finir on a encore moins, alors nous on n'est pas d'accord.

Retrouvez toutes nos interviews dans la rubrique VIDEO de notre site rassemblementcommuniste.org

HALTE A LA VIE CHERE!
AUGMENTEZ LES SALAIRES!



INTERNATIONAL

Islande : Une révolution de Jasmin en Europe ?



On nous a beaucoup parlé du volcan islandais qui a paralysé les aéroports et les voyages aériens... Mais un autre « volcan » est aujourd'hui couvert d'un silence assourdissant, parce que considéré par le grand capital européen comme autrement plus dangereux pour ses intérêts de classe.

Il s'agit de la mobilisation populaire qui a conduit à la mise en place le 27 novembre 2010 d'une Assemblée Constituante composée de 25 citoyens élus chargés de réécrire entièrement la constitution de 1944, pour protéger le pays et le peuple des effets catastrophiques de la crise financière de 2008.

Ainsi les luttes populaires ont contraint le gouvernement de droite à démissionner et ont poussé à la nationalisation des trois principales banques de ce pays de 320000 habitants. Les élections législatives de 2009 ont mis au pouvoir une coalition de « gauche » réunissant les partis sociaux-démocrates, féministes, ex-communistes et des Verts. Ce gouvernement social-libéral et pro-européen a été élu pour trouver une solution souveraine au problème de l'étranglement imposé par le règlement exigé aux Pays-Bas et au Royaume-Uni d'une dette de 3,5 milliards d'euros suite à la faillite d'Icesave, banque dont les opérations en ligne étaient orientées principalement vers ces pays de l'UE à laquelle les sociaux-démocrates veulent adhérer. Pour satisfaire les exigences anti-sociales de l'UE, le gouvernement de la « gauche plurielle » islandaise capitule et fait voter en janvier 2010 une loi autorisant ce remboursement, ce

qui équivaut pour chaque islandais à une imputation pendant huit ans de la somme d'environ 100 euros par mois.

Devant les résistances populaires, le président de la République refuse de ratifier la loi et soumet le texte à un référendum. Contrairement à la classe politique parjure qui a bafoué au parlement le vote NON du peuple à plus de 55% contre le traité constitutionnel européen en France, à plus de 93%, les islandais ont voté contre le remboursement de la dette (6 mars 2010). Et dans une défiance protestataire vis à vis du « programme unique » libéral et pro-européen, il a été d'abord fait appel à des candidatures pour lesquelles tout le monde pouvait se présenter à l'exception des élus nationaux, à condition d'avoir dix-huit ans révolus et d'être soutenu par au moins trente personnes, appel auquel ont répondu 522 citoyennes et citoyens. C'est donc parmi eux qu'ont été élus les 25 constituants chargés de réécrire la nouvelle constitution. Ces derniers se réunissent depuis la mi-février et devront rendre leur copie cet été. Parmi les propositions

constitutives on peut noter la séparation de l'Église et de l'État, la nationalisation de l'ensemble des ressources naturelles et une séparation claire des pouvoirs exécutif et législatif.

Cette expérience politique islandaise originale et particulière, qui allie processus révolutionnaire et réforme constitutionnelle, est allègrement mise sous le boisseau par les médias des milliardaires actionnaires. Elle ne peut pourtant être ignorée des forces anti-libérales et anti-capitalistes qui luttent dans les autres pays !

Certes il ne s'agit là qu'une des formes qu'a pris la jonction de ce que Lénine appelait « ceux d'en bas qui ne veulent plus et ceux d'en haut qui ne peuvent plus » continuer à gouverner comme avant. Mais justement, la nationalisation des déficits, des pertes et des dettes des actionnaires capitalistes, c'est à dire la politique visant à « faire payer la crise au peuple », doit être combattue par la nationalisation des banques et des grandes entreprises du CAC40, contre les privatisations et les délocalisations qui mettent en concurrence les travailleurs sous payés des pays opprimés par notre impérialisme et les travailleurs de notre pays dont les salaires ne peuvent plus faire face à des prix en hausse constante. Voilà pourquoi Lénine et le PCF Section de l'Internationale Communiste avaient lancé il y a plus de 90 ans le slogan toujours très actuel de : Proletaires de tous pays et peuples opprimés, unissez vous !



DOSSIER REVOLUTIONS AU MAGHREB - MOYEN-ORIENT

Printemps arabe et pluie de bombes

Les révoltes populaires en Tunisie puis en Egypte ont explosé il y a maintenant quelques mois en prenant de cours leurs dictatures pro-impérialistes, les bourgeoisies occidentales et leurs médias. Pour les travailleurs des pays capitalistes développés comme pour ceux des pays dominés par l'impérialisme, deux révo-

En France comme dans les autres pays impérialistes qui avaient soutenu jusqu'au bout les tyrans amis, il a fallu donner de ces événements une version « acceptable » dans les médias. Ainsi, la révolution tunisienne nous a d'abord été présentée comme une volonté du peuple d'obtenir chez eux la démocratie dont nous jouirions ici, de l'autre côté de la Méditerranée... et non de se libérer du joug impérialiste, y compris français. Du même coup il était possible de comprendre comment, face à un peuple « primitif » adepte de l'intégrisme islamiste, la France avait soutenu par défaut une « dictature » respectable, pour ensuite accompagner vers la démocratie un peuple enfin « mur » politiquement.

Ce racisme d'Etat scandaleux vis-à-vis des peuples arabes cache en fait une version beaucoup moins reluisante pour l'Etat français ; ces révoltes ont éclaté pour deux raisons profondes. La première est une raison sociale évidente. C'est d'abord un soulèvement contre l'ordre social, le chômage de masse, les inégalités créées par le capitalisme, aggravées par sa crise mondiale structurelle. Il s'agit dans ce sens de mouvements sociaux antilibéraux prolongeant dans le monde arabe ceux qui avaient renversé dans les années 90 – 2000 des dictatures similaires en Amérique Latine, et non, comme les médias bourgeois le suggéraient, le prolongement d'aspirations « démocratiques » qui avaient fait tomber en 1990 le mur de Berlin.

La deuxième raison est effectivement d'ordre démocratique. Mais le sens de ce mot semble changer d'un côté à l'autre de la Méditerranée : Si, ici, la démocratie rime avec le modèle du carcan bi-partis UMPs en alternance, en Tunisie puis en Egypte, instaurer la démocratie (littéralement « voix du peuple ») signifie dégager les tyrans et leur partis politiques (partis si

« démocrates » par ailleurs qu'il appartiennent à l'Internationale Socialiste comme les très respectables PS français et Labour anglais !) et construire les structures politiques et sociales d'une véritable expression des intérêts du peuple, jusque là bâillonné malgré des élections « démocratiques » validées par les « observateurs » de chez nous !

Cette contrefaçon médiatique a trouvé son paroxysme au moment des révoltes du peuple libyen : Dans le premier producteur africain d'hydrocarbures, dirigé par un leader jadis anti-impérialiste avant de devenir le bon élève de l'UE, les intérêts européens et états-uniens devenaient sérieusement compromis. Il fallait utiliser une stratégie plus rusée, loin des maledresses politiques des premières heures du « printemps arabe » : D'abord structurer une « résistance » militarisée à partir de l'ancien camp khadafiste lui-même, contenir la révolte populaire en s'appuyant sur un contexte historiquement fragile pour l'unité nationale (les peuples de la Cyrénaïque et de la Tripolitaine sont séparées par un désert), renverser le tyran à la place du peuple, pour le remplacer par un pouvoir plus fiable et légitimé aux yeux de « l'opinion internationale », détourner l'attention de la dite « opinion internationale » des nouveaux foyers de la révolte dans la péninsule arabique.

Si la « résistance » pro-occidentale ne parvient pas à renverser Khadafi, une intervention militaire s'en chargera... Double victoire en perspective pour le camp impérialiste : stopper les révolutions arabes, occuper militairement le pays et piller le trésor pétrolier libyen. Cerise sur le gâteau : Après les mensonges avérés des ingérences impérialistes ces dernières décennies (les fausses « couveuses » du Koweït, les « armes de destruction massive », les « charniers » kosovars jamais retrouvés, etc.), on présente maintenant les pires bouchers de l'humanité, c'est-à-dire les forces militaires impérialistes US et européennes, comme des « révolutionnaires », tandis que toute opposition internationaliste à l'ingérence deviendrait « contre-révolutionnaire ». Diabolique retournement des mots et des valeurs que tous les militants doivent combattre avec fermeté !

ABATTONS LES DICTATURES



QUI VEULENT NOUS FAIRE TAIRE!

lutions coup sur coup ont fait renaître l'espoir de luttes victorieuses, et ont ravivé les enseignements de l'histoire de la lutte des classes du vingtième siècle : un peuple uni et déterminé peut arriver à bout des dictatures les plus forcenées et les plus arrogantes.

Certes, faute d'une véritable unité politique et d'une organisation de lutte politique et syndicale suffisamment solide, ces révolutions n'ont pas encore renversé l'ordre social qui régnait sous Ben Ali et Moubarak. Mais leur portée a dépassé de loin les frontières de l'Afrique du Nord : Les peuples Bahreïni, Yéménite, Saoudien reprennent le flambeau et font à leur tour trembler leur tyran.

On a vaincu le dictateur, pas encore la dictature

Interview du porte-parole du Parti communiste ouvrier de Tunisie (PCOT) réalisée par Baudoin Deckers, du Parti du travail de Belgique (PTB)

Nous publions ce texte important qui rappelle quelle est l'attitude des communistes en période révolutionnaire, s'appuyant sur les revendications populaires, l'analyse concrète de la situation et une vision de classe ...

Les révolutions et grandes manifestations dans le monde arabe font souffler un vent d'optimisme dans le monde entier. Que signifie, pour vous, ce mouvement qui a démarré dans votre pays ?

Hamma Hammami : C'est une grande révolution, que ce soit au niveau des pays arabes ou d'autres pays de notre région. D'autres peuples peuvent tirer de cette révolution quelques leçons.

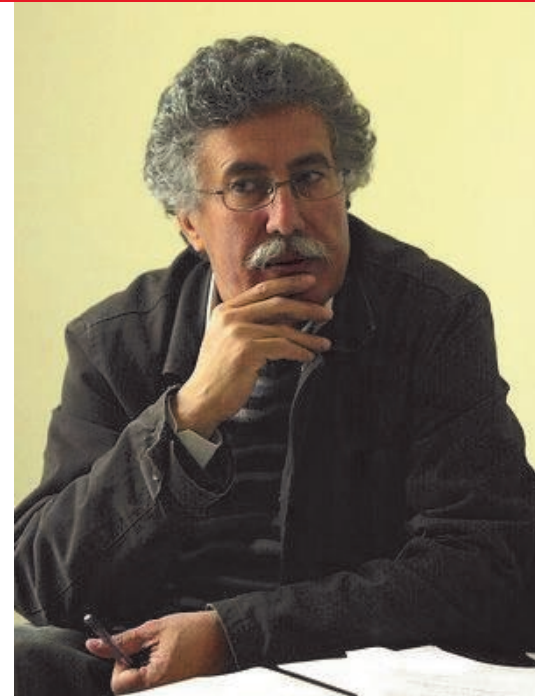
D'abord, le peuple tunisien a fait cette révolution en s'appuyant sur ses propres forces. Dans beaucoup de pays arabes, des gens prétendaient

qu'on ne pouvait pas faire de révolution contre des dictatures comme celle de Ben Ali sans le soutien de la France, des États-Unis ou d'autres forces étrangères. Notre peuple a montré qu'en s'appuyant sur ses propres forces, on peut déposer un dictateur comme Ben Ali, fort d'un appareil sécuritaire gigantesque.

Ensuite, le peuple tunisien a fait cette révolution dans une unité presque totale. Pendant plus d'un mois, on n'a pas entendu un seul mot d'ordre religieux, qui aurait pu diviser le peuple tunisien. Le peuple tunisien s'est uni autour de ses aspirations démocratiques, économiques et sociales.

Pour vous, cette révolution n'est pas finie. Pourquoi ?

Hamma Hammami : La révolution est encore toujours en cours. Elle n'a pas encore vraiment réalisé ses buts démocratiques et sociaux. Elle a vaincu un dictateur, mais elle n'a pas encore vaincu la dictature. La police politique, pilier principal de la



dictature, est encore toujours là et très active d'ailleurs. Le parlement est toujours là. C'est un parlement fantoche car il fallait l'accord de Ben Ali pour pouvoir y siéger. Le président par intérim est un membre du parti de Ben Ali, très proche de lui. Le gouvernement est toujours dirigé par le premier ministre de Ben Ali, Mohammed Ghanouchi, et ses ministres viennent du même entourage. Les hauts responsables, corrompus, détiennent toujours leurs postes. La Constitution a rendu possible la dictature, elle est encore inchangée. La dictature a fait passer d'innombrables lois anti-démocratiques et antisociales pour se protéger et elles sont encore toutes en vigueur. Aux mains du gouvernement actuel, toutes ces lois et institutions peuvent à nouveau être utilisées contre le peuple. Le régime de Ben Ali est donc encore toujours en place.

C'est pour cela que le mouvement populaire continue, malgré les promesses du gouvernement actuel. Il exige la dissolution de l'actuel gouvernement. Il refuse des gouvernements « remaniés » comme celui qu'on a maintenant. L'ancien parti au pouvoir, le RCD (Rassemblement Constitutionnel Démocratique, qui était jusqu'au 18 janvier dernier encore membre de l'Internationale Socialiste, NdIR), doit être réellement dissous.

Non, on ne peut donc pas dire que la révolution soit terminée. Elle n'a pas encore vaincu les forces réactionnaires. Elles sont toujours là, mais affaiblies. On doit continuer cette révolution avec grande détermination, mais aussi avec beaucoup de sens tactique pour préserver l'unité du peuple tunisien et ne pas tomber dans des divisions qui pourraient avoir des répercussions très négatives sur la marche de cette révolution, que les peuples du monde arabe regardent avec beaucoup d'espoir.

Certains présentent la révolution en Tunisie comme un événement spontané...

Hamma Hammami: C'est faux. Ils le disent pour discréditer et nier, au cours de ces dernières années, le rôle des forces révolutionnaires et progressistes dans l'opposition. C'est une manière aussi de dire qu'il faut chercher une issue à cette révolution avec l'ancien parti au pouvoir, que les hommes politiques traditionnels sont obligés de reprendre la direction d'un mouvement qui n'en a pas. Ce mouvement n'était spontané que dans la mesure où il n'était pas organisé au niveau national. Il n'avait pas une direction unique, un programme commun. Mais ça ne veut pas dire absence de conscience et absence d'organisation.

La conscience existe, car les acteurs de ce mouvement sont avant tout des militants de gauche, des progressistes, des syndicalistes, des militants des droits humains. Ce sont des jeunes diplômés chômeurs qui appartiennent au mouvement étudiant. Notre parti est là, nos forces sont présentes. Les islamistes, par contre, n'ont pas vraiment participé. C'est pour cela que, dans cette révolution, il n'y a aucun mot d'ordre religieux. Même si politiquement, les islamistes ont soutenu le mouvement.

Au niveau de l'organisation, les militants se sont

très vite organisés en comités. Dès le premier jour de cette révolution, il y a eu dans certains villages un vide de pouvoir réel. Ensemble avec les démocrates, nous avons alors appelé les gens à s'organiser. Ce qu'ils ont fait dans les villages et dans les régions, parfois dans des assemblées, qui s'appellent « assemblées populaires » ou « assemblées de sauvegarde de la révolution », parfois en comités ou en ligues, cela dépend. Ici à Tunis, les gens se sont organisés en comités populaires ou comités de quartier. Ils ont choisi leurs dirigeants parmi les militants les plus actifs au cours de cette révolution. La structuration est encore faible et embryonnaire. Il n'y a pas encore de véritable centralisation au niveau national. Mais, petit à petit, ces comités se sont transformés en comités qui discutent de la situation et de l'avenir, et de ce que la population peut faire.

Le Front du 14 janvier s'est constitué il y a quelques semaines. Qui y retrouve-t-on ? Quel est son programme ou que revendique-t-il ?



Hamma Hammami: Au niveau politique, la gauche est parvenue à se rassembler dans un front qui s'appelle le « Front du 14 janvier » en référence au jour de la fuite de Ben Ali. La gauche a un poids indéniable dans notre pays. Que ce soit au niveau politique ou syndical, au niveau de la jeunesse ou du mouvement des femmes, au niveau des droits humains ou du mouvement culturel. Ce front s'est rassemblé autour des mots d'ordre et revendications populaires. On y trouve donc la revendication de dissolution du gouvernement, la dissolution du parti au pouvoir. Le Front revendique aussi la formation d'un gouvernement provisoire, constitué par des éléments qui n'ont rien à voir avec le régime de Ben Ali, son parti, la dictature. Ce gouvernement provisoire aurait pour tâche essentielle la préparation d'élections pour une Assemblée Constituante. C'est celle-ci qui devra rédiger la Constitution, les institutions, les lois fondamentales d'une République Populaire Démocratique à laquelle aspire le peuple tunisien.

Nous sommes aussi unis autour d'une plateforme économique et sociale, car nous considérons que la dictature était liée à une base économique et sociale, une bourgeoisie compradore (bourgeoisie tirant sa fortune de ses liens avec les multinationales étrangères, NdIR) qui pille la Tunisie en collaboration avec des sociétés et entreprises françaises, italiennes, espagnoles, portugaises, belges. Nous voulons non seulement une

démocratie politique mais aussi une démocratie sociale, parce que nous considérons que la révolution actuelle est une révolution démocratique et nationale, une révolution populaire qui doit préparer des changements fondamentaux pour toute la société tunisienne dans l'avenir.

Le Front du 14 janvier a tenu le samedi 12 février son premier grand meeting public au Palais des Congrès de Tunis. Avec une grande réussite, qui dépassait de loin nos attentes. La mobilisation n'a pris qu'à peine trois à quatre jours. Plus de 8 000 personnes étaient réunies, beaucoup n'ont pas su entrer. Du jamais vu. (...)

Vous rassemblez là les différentes classes et couches de la population qui étaient et sont en opposition à la dictature. Cette démarche correspond au caractère de cette révolution, que vous appelez nationale et démocratique, pourquoi ?

Hamma Hammami: Depuis Hannibal (général de Carthage, ancêtre de la Tunisie, dans l'Antiquité, NdIR), ce pays n'a jamais connu de démocratie. Ni les paysans, ni les petits commerçants, ni les artisans ou petits producteurs, ni les professeurs ou instituteurs. Tout ce monde aspire avant tout à la démocratie, ensemble avec les ouvriers. Il faut en être conscient.

Nous essayons d'unir le peuple autour d'une seule tâche : en finir avec la dictature. Nous essayons d'éviter toute divergence parmi les forces populaires, ce qui pourrait être exploité par la réaction. On s'est mis d'accord avec les islamistes et avec les autres forces pour préserver cette unité du peuple tunisien et ne pas tomber dans des luttes partisans.

Mais cette révolution est aussi nationale. Les gens se rendent compte que l'élite bourgeoise corrompue est de nature compradore, qui pille notre pays au profit de sociétés étrangères. Celles-ci cherchent à produire à bon marché pour exporter ces produits vers leurs marchés, non pas pour satisfaire les besoins de la société tunisienne. L'ingérence des puissances européennes et américaines provient entre autres de ce qu'elles veulent à tout prix protéger leurs multinationales. Nous avons besoin d'un plan d'industrialisation en fonction des besoins de notre peuple. C'est cela que les gens réclament. Le Front du 14 janvier revendique la construction d'une économie nationale au service du peuple où les secteurs vitaux et stratégiques sont sous la supervision de l'État.

Vous êtes porte-parole d'un parti communiste. Qu'en est-il d'une perspective socialiste en Tunisie ?

Hamma Hammami: Une révolution socialiste n'est pas à l'ordre du jour aujourd'hui. Oui, en tant que marxistes nous estimons qu'en définitive, il faudra passer au socialisme. Ce sera nécessaire pour ne pas être pris dans le filet du capitalisme mondial qui est tenu par des grandes multinationales américaines et autres. Ce sera aussi la seule façon de mettre fin à l'exploitation

de l'homme par l'homme. Mais cette façon de voir les choses n'est pas encore partagée largement du tout ici. Nous ne pouvons pas marcher trop vite.

Il faut tenir compte des rapports de force politiques. La classe ouvrière est en retard sur le plan de la conscience et d'organisation. Le mouvement communiste est encore assez faible dans notre pays, même s'il progresse beaucoup. Les autres classes sont assez présentes par l'intermédiaire du camp libéral, du camp islamiste... Il ne faut donc pas faire de faux pas.

A travers cette révolution, des premiers jalons du socialisme peuvent néanmoins être établis au niveau économique. Ainsi, nous sommes pour la nationalisation des grandes entreprises au profit des travailleurs. Comme dit plus haut, cela s'impose déjà d'un point de vue du recouvrement de notre indépendance. Nous n'allons pas nationaliser pour que cela

profite à une bourgeoisie d'État (une classe qui s'enrichirait à la tête du nouvel État, NdIR). La classe ouvrière doit pouvoir diriger ces entreprises d'une manière démocratique.

Mais cela ne vaut pas pour tous les secteurs de l'économie. Nous effraierions les petits commerçants, les artisans, les petits patrons des nombreux ateliers que compte notre pays, nous les monterions contre la révolution.

Et, surtout, il faut penser aux paysans. La paysannerie chez nous est très diversifiée. Elle n'est pas organisée et elle accuse en général un très grand retard au niveau de la conscience. Quelques régions sont plus avancées, là où il y a des ouvriers agricoles, qui sont parfois devenus des paysans pauvres. Ils ont reçu des lopins de terre, mais ne les travaillent pas par manque de moyens. Ceux-là verront eux-mêmes la collectivisation comme une issue positive. Mais il y a aussi

des régions où les paysans réclament depuis des décennies la terre que de grands capitalistes leur ont confisquée mais qu'ils travaillent néanmoins. Parler de collectivisation, cela leur rappellerait toute de suite le pillage de leurs terres au cours des années 60. A notre avis, on pourra passer de façon graduelle et diversifiée au socialisme, tout en maintenant l'unité la plus grande du peuple et dans la mesure où son expérience le mène à en voir l'utilité et la nécessité. Il n'y a pas de schéma unique. Mais il y a un but unique, le socialisme.



Le collectif lillois de soutien à la lutte des peuples du Maghreb et du Proche-Orient (Février 2011)

Le rôle de « l'Islam politique » dans les stratégies impérialistes

Les processus de révolution nationale et démocratique qui secouent le monde arabe et africain sont décidément très embêtants pour le système impérialiste mondial. Celui-ci se mobilise tout azimut pour les stopper et/ou les détourner de leurs objectifs réels. Les raisons sont, bien entendu, d'abord économique, étroitement liées à la maîtrise des ressources naturelles et en particulier des hydrocarbures. Elles sont également géostratégiques, par la fragilisation possible de l'État d'Israël qui est depuis 1948 un des pions centraux de la politique impérialiste au moyen orient. Elles sont enfin idéologiques dans la mesure où le discours sur le « péril intégriste » est un des axes essentiels des propagandes occidentales tant aux USA qu'en Europe, alors même que les mouvements sociaux en cours soulignent que les peuples se révoltent non pas pour instaurer un « régime islamique » mais pour le « pain et la liberté ». Regardons-y de plus près.

Le programme économique de l'Islam politique

Qu'elles soient au pouvoir ou non, les forces politiques que l'on regroupe sous le vocable « intégriste » dans nos médias, ont un point commun : elles sont partisans du retrait de l'État, de la libéralisation complète des échanges, du marché sans entrave, de la privatisation généralisée. Les mêmes qui nous parlent à longueur d'antenne du « péril intégriste » n'ont aucune difficulté à avoir de bonnes relations avec l'Arabie Saoudite qui n'est rien d'autre qu'un « intégrisme au pouvoir ». Par ailleurs, des partis comme le Front Islamique du Salut (FIS) en Algérie avaient pour tout programme économique la fin de toutes les entraves à l'économie « naturelle » et la privatisation de l'ensemble du secteur nationalisé.

Le péril « intégriste » comme argument pour soutenir des pouvoirs compradores

Ce soutien à des « intégristes » au pouvoir n'empêche pas de soutenir des dictatures entièrement dévouées aux intérêts des puissances impérialistes au prétexte qu'elles seraient des remparts contre le « péril intégriste ». Le point commun entre ces pouvoirs compradores et les forces « intégristes » est l'accord sur la libéralisa-

Le « péril » intégriste comme division du peuple dans les métropoles impérialistes

Dans les métropoles impérialistes le même discours sur le « péril intégriste » permet d'opposer une partie du peuple à une autre. En présentant les travailleurs issus d'un pays où l'Islam est la religion majoritaire et leurs enfants comme un danger, c'est la classe ouvrière qui est scindée en deux parties alors même que leurs intérêts devraient les pousser à se battre ensemble contre la classe dominante qui les exploite toutes les deux. Une seule classe est ainsi divisée en deux idéologiquement. Les débats sur le foulard à l'école, la burka, l'identité nationale, la déchéance de la nationalité, etc. ont une fonction sociale que l'on peut résumer de la façon suivante : unir ceux qui devraient être divisés (par exemple le patron et l'ouvrier français) et diviser ceux qui devraient être unis (le travailleur immigré et ses enfants français d'une part et le travailleur français d'autre part). Pour mettre en œuvre cette opération de division de la classe, il faut diffuser dans les milieux populaires des idées racistes, xénophobes, coloniales, chauvines, etc.

Le résultat attendu d'une telle propagande est double. Détourner la colère sociale du peuple des véritables responsables de la paupérisation et de la précarisation en leur présentant de fausses cibles d'une part. Construire le Front National comme alternative crédible utilisable lorsque la lutte des classes sera perçue comme trop dangereuse pour la bourgeoisie. La seule réponse au Front National et à ces stratégies de division a été dans le passé, et reste plus que jamais, l'unité de la classe. Cela passe par le refus de se taire face à la tentative de stigmatiser et de diaboliser la partie de notre classe issue de l'immigration.



tion complète de l'économie. Cette invention d'un « ennemi imaginaire » est en œuvre tant au niveau international que dans chacun des pays impérialistes. Au niveau externe et mondial ce discours idéologique a une double fonction. La première est de justifier des interventions impérialistes à chaque fois que les intérêts impérialistes l'exigent : guerre de conquête coloniale en Irak et en Afghanistan par exemple. La seconde est le soutien à des dictatures comme celles de Ben Ali en Tunisie, de Bouffeflika en Algérie ou de Moubarak en Egypte.

Algérie : Quand les trotskistes roulent pour un dictateur à la solde de l'impérialisme !

L'Algérie, pays des paradoxes, est à notre connaissance le seul pays qui peut se prévaloir d'avoir des députés d'extrême gauche, du courant trotskiste lambertiste, à l'Assemblée Nationale. Le « Parti des Travailleurs », dirigée par la très médiatisée Louisa Hanoune, est membre de la « 4^{ème} Internationale » (tendance lambertiste). Son parti frère en France est le POI (Parti Ouvrier Indépendant).

Dans le contexte des révolutions démocratiques actuelles en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, et plus particulièrement celles ayant abouti à la chute des « néo-monarques » Ben Ali en Tunisie et Moubarak en Egypte, on pouvait se questionner sur la possible propagation en Algérie. Mais les mêmes causes ne produisent pas forcément les mêmes effets. Une révolution démocratique en Algérie a déjà eu lieu en octobre 1988. Les émeutes de l'époque, on s'en rappelle, avaient ébranlé le pouvoir en place et permis d'obtenir la liberté de la presse, la liberté d'association, de création de partis politiques. C'est dans ce contexte que la bourgeoisie *compradore* algérienne, affolée par ce vent de liberté qui soufflait sur le pays, a trouvé la parade en imposant au devant de la scène le FIS (Front Islamique du Salut) et en lui offrant la récupération de ce mouvement de révolte légitime. De 1992 à 1999, ce parti a provoqué ruine, peur et désolation en Algérie. Mais au prix de dizaines de milliers de victimes, le peuple algérien a su résister et a mis en échec ce parti fasciste.

Déjà à cette époque, le PT s'est illustré par les positions classiques du ni-ni, suivant de près la position du FFS (Front des Forces socialistes, social-démocrate) : « ni Etat intégriste, ni Etat policier ». C'est à cette époque, en 1995, que le PT signe la plate-forme de San Egidio intitulée « Plate-forme pour une solution politique et pacifique de la crise algérienne », les autres signataires étant le FLN, le FFS, le FIS et le MDA (parti de Ben Bella, 1^{er} président de l'Algérie indépendante). Outre que cette plate-forme fait la part belle aux intégristes, elle contient un article pour

le moins ambigu sur « la primauté de la loi légitime ». Quelle loi ? La Constitution ou la *Charia* ? L'imprécision des mots cache mal les desseins et les dessous de ce conglomerat. Se prétendant proche des travailleurs, ce parti en est en fait très éloigné. Le secrétaire général de l'UGTA de l'époque, Abdelhak Benhamouda, était un adversaire farouche du projet du FIS. Il sera même un des initiateurs de l'appel à interrompre le processus électoral biaisé qui ouvrait une voie royale au FIS et à son projet fasciste. Il fut président du CNSA (Conseil National pour la Sauvegarde de l'Algérie) dont la plupart des membres fondateurs furent assassinés par les hordes intégristes. Les tentatives du parti islamiste d'infiltrer la classe ouvrière à travers son syndicat (SIT, Syndicat Islamique du Travail) ont subi des échecs cuisants. Or, en signant la plate-forme de San Egidio, le PT tournait le dos aux ouvriers dont elle prétend pourtant défendre les intérêts. Il va sans dire que les rapports entre l'UGTA et le PT étaient très conflictuels jusqu'à l'assassinat de Benhamouda en 1997. Le remplacement de ce dernier par Sidi Saïd verra l'UGTA rentrer dans le giron des politiques néolibérales qui se mettent désormais en place en Algérie. A partir de ce moment, c'est de nouveau le grand amour entre Louisa Hanoune et le secrétaire général de l'UGTA dont elle défendra sans cesse les positions. En particulier, l'effritement de l'UGTA de part les positions capitulardes et réformistes de sa direction, a conduit à la création d'un syndicalisme autonome, plus revendicatif et plus combattif, mais qui ne trouve pas grâce aux yeux de la chaire trotskiste. Ainsi, alors que ces syndicats autonomes se battent pour être reconnus, Louisa Hanoune salue « *particulièrement le secrétaire général de l'UGTA qui vient de livrer une bataille sans merci aux syndicats internationaux. Il a réussi à faire retirer l'Algérie des pays où le droit syndical n'est point reconnu.* » Elle ajoute également que sur le plan national, le « *PT a enregistré l'aspiration de la majorité du peuple algérien à cueillir les fruits du retour à la sécurité dans le pays, mais aussi la disponibilité*

des pouvoirs publics à répondre aux multiples revendications » : « *Il y a eu beaucoup de victoires dans la lutte des travailleurs et des jeunes. Car quand on règle les problèmes sociaux, on peut se consacrer à l'ouverture du débat politique.* »

De quelles victoires parle-t-elle ? Depuis l'avènement de Bouteflika, les inégalités n'ont cessé de se creuser, la misère et la pauvreté augmentent, la corruption bat son plein, les services publics sont exsangues, la crise du logement semble insurmontable. Tout mouvement est immédiatement réprimé. Or depuis plus de 10 ans, il ne se passe pas un jour sans émeute (surtout sur la question du logement) en Algérie, sans routes

fermées par des manifestants, sans compter les grèves à répétition dans de nombreux secteurs. Derrière cette phraséologie de gauche se cache une proximité douteuse avec un pouvoir dont l'objectif essentiel est de réduire à néant les acquis sociaux des dits travailleurs et les aspirations à un avenir plus radieux d'une jeunesse dont les seules perspectives sont le « système D » ou la *Harga* (fuite vers l'Europe en barque).

Dans le prolongement des révoltes tunisiennes et égyptiennes, une coordination nationale pour le changement et la démocratie s'est mise en place en Algérie. Cette coordination qui regroupait à la fois des syndicats autonomes, des associations et des partis politiques, appelle à des manifestations tous les samedis. Or la secrétaire générale du PT a affirmé au lendemain d'une des manifestations avortées pour cause de répression et d'un dispositif disproportionné de policiers, que les Algériens « *n'ont pas adhéré à cette marche d'Alger car les travailleurs ne participent pas à une marche à laquelle appelle un parti de droite.* » En visant explicitement le RCD (Rassemblement pour la Culture et la Démocratie, centriste), qui fait partie des initiateurs de cette coordination, elle précise que « *les citoyens sont capables de distinguer entre les positions des différents partis politiques. Lorsque les citoyens veulent participer à des marches, rien ne peut les arrêter, ni barrages sécuritaires ni forces de l'ordre public.* » Elle salue également « *l'attitude digne observée par les officiels, et la discipline dont ont fait preuve les forces de l'ordre qui n'ont pas eu recours à la répression* » Or les images ont montré un dispositif policier démesuré, des arrestations musclées, des tabassages perpétrés même sur des femmes. Un député a subi une commotion cérébrale, Saïd Sadi (responsable du RCD) a été agressé au couteau par des « *baltaguia*s » sous le regard complice des policiers. Même si on peut s'interroger sérieusement sur la tactique de l'A.N.D.C. comme le font le mouvement des chômeurs et de nombreux syndicalistes, il s'agit ni plus ni moins d'atteintes aux droits démocratiques.

Son parti, dit elle, « *va créer des comités populaires au niveau des quartiers dans le but de recenser les revendications et préoccupations des jeunes et des différentes catégories sociales.* » Les Algériens n'ont donc plus qu'à attendre que le PT puisse lancer ses divisions à leur rencontre pour les guider sur le chemin du changement... afin, dit Louisa Hanoune, de « *parer à toute éventualité en vue d'encadrer cette dynamique et revendiquer des solutions algériennes* »

A travers toutes ses interventions, Mme Hanoune reste, qu'elle le veuille ou non, un allié objectif du pouvoir et du président Bouteflika, qu'elle continue à soutenir et dont elle a soutenu la politique de « *réconciliation nationale* » (réhabilitation des égorgeurs des GIA). Mais pour la paraphraser, nous dirons que « *les algériens sont capables de distinguer entre les positions des différents partis politiques* », ils savent donc pertinemment que derrière son verbiage de « gauche », le PT est l'adversaire de la classe ouvrière et de ses aspirations.



Libye : l'impérialisme se dirige vers une solution à l'ivoirienne ?

Depuis le 19 mars, les armées des grandes puissances impérialistes françaises, anglaises et états-uniennes sont entrées en action en Libye, sous couvert de la Résolution 1973 de l'ONU qui met en place une « zone d'exclusion aérienne » (autorisant, dit la Résolution avec ces mots choisis, à « prendre au besoin toutes mesures nécessaires pour faire respecter l'interdiction de vol (...) et faire en sorte que des aéronefs ne puissent être utilisés pour des attaques aériennes contre la population civile »).



pour soutenir l'ONUCI) se sont rangées clairement dans le clan des pro-Ouattara quand celui-ci a déclenché les hostilités contre l'armée ivoirienne de Laurent Gbagbo... offensive lancée dès le 28 mars, la résolution de l'ONU étant là en fait pour la légitimer. Car bien sûr les seules « armes lourdes » qu'il s'agissait de détruire étaient celles des forces régulières de Laurent Gbagbo et non pas celles de

Guillaume SORO et Alassane Ouattara !

De même en Libye, le parti pris anti-Kadhafi des impérialistes est clairement affirmé, en faveur de leurs amis « rebelles » du « Conseil National de Transition ».

Mais au bout d'un mois de pilonnage intensif des troupes de la Jamahiriya arabe libyenne par les forces des impérialistes venant en appui des soi-disant « rebelles », l'armée libyenne résiste et le « soulèvement anti-Kadhafi » rêvé par les grandes puissances (et leurs belles âmes de « gôche ») n'a toujours pas eu lieu. Et les mythes fondateurs ayant servi à justifier ce « droit d'ingérence » impérialiste s'effondrent au fur et à mesure que le temps passe comme le médiamensonge (diffusé en boucle par la chaîne du Qatar pro-impérialiste Al-Jazeera les 20 et 21 mars) selon lequel l'aviation libyenne avait bombardé Tripoli (« les avions et les hélicoptères de Kadhafi bombardent la ville, secteur par secteur, faisant des centaines de victimes »). Rien de tout cela n'était vrai comme l'avoue aujourd'hui un journal (pourtant pas communiste !) tel que France Soir (voir l'article dans l'édition du 9 avril - Libye : Jours tranquilles à Tripoli).

C'est pourquoi la France – qui joue depuis le début un rôle moteur – veut passer au plan B : l'intervention terrestre en appui aux « rebelles ». Juppé, ministre des affaires étrangères, a annoncé le 12 avril l'argument idéologique à mettre en avant pour justifier une telle intervention au sol : il faut « éviter que Kadhafi n'utilise des armes lourdes pour bombarder des populations » (interview à France Info). Et donc il faut que l'OTAN (qui a pris le commandement des opérations militaires depuis le 31 mars) s'engage davantage et « détruise les armes lourdes ». Ca ne vous rappelle rien ? La Côte d'Ivoire...

En Côte d'Ivoire justement, le 30 mars le Conseil de Sécurité de l'ONU a adopté la Résolution 1975 qui demande à l'ONUCI [forces armées ouest-africaines et françaises présentes en Côte d'Ivoire sous couvert de l'ONU depuis 2004] d'utiliser « tous les moyens nécessaires pour mettre en œuvre son mandat de protéger les civils (...) y compris pour prévenir l'usage d'armes lourdes ».

Les armes lourdes.... C'est au nom de cet argument que les troupes françaises de la « Force Licorne » (qui sont déployées officiellement

Nous publions ci-dessous de larges extraits de la déclaration du RCC faite au moment du déclenchement de l'offensive aérienne contre la Libye (Voir la déclaration complète sur notre site).

NON A L'AGRESSION COLONIALE CONTRE LA LIBYE !

Les impérialismes français et britannique ont fait adopter à l'ONU, ce « machin » comme disait De Gaulle, une résolution leur permettant de faire la guerre à la Libye sous le fallacieux prétexte de « protéger les populations civiles contre le dictateur Kadhafi ».

Au même moment 41 civils manifestants non armés étaient abattus dans les rues de la capitale du Yémen. Au même moment les troupes de la monarchie intégriste islamiste saoudienne, alliée des Etats unis et de l'Union Européenne, tuaient des manifestants à Bahreïn, tout cela dans le silence complice des médias à la solde de TOTAL-FINA l'une des grandes firmes du CAC40 qui viennent d'annoncer des profits records de 87 milliards d'euros. (...)

Hier on colonisait en saccageant, en tuant et en commettant des crimes contre l'humanité au prétexte « d'apporter la civilisation ». Aujourd'hui c'est en substituant aux peuples une prétendue et auto-proclamée « communauté internationale » réduite, en fait, aux USA et à l'UE que l'on peut détruire un pays comme l'Irak, berceau de l'écriture, et le ramener à l'âge de pierre, en y assassinant cyniquement et de façon ciblée ses ingénieurs, ses scientifiques, son intelligentsia, avant de pendre son président légal. (...)

Par leur ingérence – des dizaines de soldats britanniques et néerlandais ont été arrêtés par la fraction patriotique des opposants à Kadhafi avant d'être relâchés par les opposants de la dernière heure à la solde des impérialistes - les USA et l'UE ont saboté et écrasé la révolution montante du peuple libyen pour la transformer en mouvement militarisé et instrumentalisé par les multinationales du pétrole et du gaz.

L'agitation de Sarkozy et de Juppé est la réponse guerrière à la juste diplomatie de la paix développée par le président vénézuélien Hugo Chavez pour tenter d'éviter toute intervention militaire contre les révolutions arabes au prétexte "d'aider" le peuple libyen.

Guerre de l'OTAN ou de son faux-nez le Conseil de sécurité de l'ONU contre la Libye, guerre de l'armée saoudienne et des Emirats Arabes Unis contre le Bahreïn, assassinats massifs et proclamation de l'état d'urgence au Yémen sont les nouveaux visages de la tentative de reprise en main et de la mise à mort des révolutions démocratiques contre les despotes serviles et la tyrannie de la domination de l'Occident impérialiste.

APRES LA YOUGOSLAVIE, L'IRAK, L'AFGHANISTAN, NON A LA NOUVELLE GUERRE COLONIALE DES IMPERIALISTES DE LA FRANCE, DE L'UE ET DES USA EN LIBYE !

A BAS L'IMPERIALISME ET VIVE LA RESISTANCE DES PEUPLES. QUE VIVE LEUR REVOLUTION !

SEULS LES PEUPLES ONT LE DROIT DE DECIDER DE LEUR GOUVERNEMENT !



Le quatrième producteur de pétrole en Afrique

Principaux gisements d'hydrocarbures
Oléoducs et gazoducs
Raffineries
Terminaux pétroliers



La *Françafric* tombe le masque en Côte d'Ivoire...

Cette déclaration commune, signée par le RCC, est une initiative de nos camarades de Ferñent/M.T.P-S du Sénégal pour dénoncer l'agression de l'impérialisme, notamment de l'impérialisme français, contre la Côte d'Ivoire. Dans ce pays la « communauté internationale » a étalée sa faillite complète après avoir financé, parrainé et organisé des « élections présidentielles de sortie de crise » qui ont débouché sur la proclamation de deux chefs d'état. Alasane Ouattara l'homme du FMI, le Strauss-Kahn Ivoirien, est proclamé « président » par la Commission Electorale Indépendante (CEI) et « certifié » par l'ONUCI, pendant que Laurent Gbagbo est déclaré « président » par le Conseil Constitutionnel.

En fait les USA, l'UE et la « Françafric », ce système de tutelle mafieuse sur le continent par les monopoles impérialistes de notre pays, ont instrumentalisé l'ONU pour atteindre leur objectif : dégommer L. Gbagbo du pouvoir au profit de A. Ouattara. Le premier est arrivé au pouvoir lors de l'élection de 1999 avec le soutien du PS, avant d'être attaqué par une « rébellion nordiste » sous les auspices de la droite française après 2002. On se rappelle de Chirac traitant ouvertement Gbagbo de « fasciste » avant que ne soit déclenché le processus de négociations qui débouchera sur le désastre actuel, mettant le pays en situation de guerre civile opposant les partisans des deux présidents auto-proclamés.

Notre impérialisme s'est particulièrement « spécialisé » dans la manipulation ethno-fasciste dans ses ex-colonies pour les maintenir sous sa botte prédatrice. De telles pratiques ont conduit au génocide du Rwanda en 1994, et menacent la Côte d'Ivoire de partition et de guerre civile doublée d'une guerre coloniale ayant renversé finalement L. Gbagbo. Voilà pourquoi le RCC s'est associé à cet appel contre l'ingérence militaire impérialiste quelle que soit le camouflage utilisé.

Le RCC dénonce aussi la grave exclusion du candidat du parti frère du Bénin, le Parti Communiste du Bénin (PCB), des élections présidentielles par la clique Françafricaine de Yayi Boni. Nous dénonçons la répression des manifestants pacifiques qui protestent contre le putsch électoral dans cette ex-colonie et actuelle néo-colonie de l'impérialisme ainsi que la répression du soulèvement populaire au Burkina Faso contre le régime véreux de Blaise Compaoré, assassin du camarade progressiste Thomas Sankara.

TROUPES ETRANGERES HORS DE LA CÔTE D'IVOIRE ! UNITE ET SOLUTION NATIONALE IVOIRIENNE SOUVERAINE, DEMOCRATIQUE ET PACIFIQUE DE LA CRISE POST-ELECTORALE !

Après les menaces à peine voilées de Sarkozy et Obama au nom de la dite « communauté internationale » qui se résume en fait à la France, l'Angleterre, l'Allemagne et les Etats-Unis, voilà l'envoi en forme d'ultimatum des chefs d'Etat du Cap-Vert, du Bénin et de la Sierra Léone en Côte d'Ivoire.

Comme si c'était convenu dans un partage des rôles, les puissances occidentales poussent la CEDEAO à prendre la relève en décidant le 24 décembre 2010 d'une intervention armée en Côte-d'Ivoire pour déloger GBAGBO du pouvoir si ce dernier ne cédait pas aux injonctions que doit lui porter une ultime mission de ces trois présidents au nom de la CEDEAO.

Ainsi, les puissances occidentales qui ne peuvent intervenir directement s'arangent dans les coulisses pour pousser leurs hommes au pouvoir en Afrique à aller commettre les forfaits qu'ils n'osent pas assumer publiquement.

Les USA, l'UE, le FMI, la Banque Mondiale, la Cour Pénale Internationale, les mêmes qui ont pactisé et financé la junte militaire qui a renversé le président légal et légitime Zélaya du Honduras utilisent des fantoches africains serviles pour tuer et imposer au peuple Ivoirien une guerre criminelle.

Les mêmes puissances et institutions financières impérialistes ont menti au monde entier sur les « armes de destruction massive et la complicité avec Al Quaida » pour agresser, renverser, occuper l'Irak et assassiner son Chef d'Etat.

C'est pourquoi, les organisations signataires réaffirment que les solutions à la crise post-électorale que traverse la société ivoirienne viendront avant tout du peuple Ivoirien lui-même.

C'est pourquoi nous dénonçons toute intervention armée étrangère en Côte d'Ivoire et exigeons le départ de toutes les forces étrangères présentes sur le territoire Ivoirien, qu'elles soient officielles (Licorne, 41^{ème} BIMA) ou officieuses (mercenaires).

Vive la souveraineté du peuple ivoirien ! Vive la solidarité panafricaine et internationaliste !

Signataires : Ferñent/Mouvement des Travailleurs Panafricains-Sénégal (F/M.T.P-S), Actus/Prpe Tchad, Parti Communiste du Congo (RDC), Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance (MFDC), Parti Africain de l'Indépendance (PAI) Burkina Faso, PDS Burkina Faso, Voie Démocratique Maroc, Rassemblement des Cercles Communiste (RCC) France, Parti Communistes des Ouvriers de France (PCOF), Rassemblement Organisé Des Communistes Marxistes-Léninistes (ROCML) France, Parti Communiste des Ouvriers du Danemark (APK), Plateforme Communiste d'Italie, Organisation pour la Reconstruction du Parti Communiste de Grèce (1918-55), Parti Communiste d'Espagne (marxiste-léniniste), Rouges Vifs 13, Organisation pour la construction du parti communiste ouvrier d'Allemagne (Arbeit Zukunft), Le Pôle de Renaissance Communiste en France (PRCF).



FSM 2011 : L'Afrique relaye une initiative née en Amérique Latine !



Analyse d'un camarade du RCC de retour de Dakar

Le Forum Social Mondial est un forum international ayant pour but de faire se rencontrer des organisations citoyennes du monde entier, sensibles à la cause de la solidarité entre les peuples, autour du slogan « Un autre monde est possible ». Après le génocide des Indiens, la traite des Noirs et la colonisation, c'est autour de la nouvelle phase historique de la mondialisation née de la défaite temporaire du socialisme que s'expriment toutes les préoccupations.

Il s'agit ici d'une protestation des peuples contre les sommets des bourgeoisies et des Firmes Transnationales. La première édition du FSM s'est tenue en 2001 à Porto Alegre au Brésil. Depuis, ces rencontres associatives, syndicales et populaires ont pour objets : 1) l'opposition à l'ordre « néo-libéral » déterminant la mondialisation actuelle ; 2) la critique par les

classes et groupes sociaux qui en sont victimes de l'exploitation des Transnationales (FTN), de l'OMC, du FMI et de la Banque Mondiale, et l'élaboration de revendications sociales progressistes ; 3) la solidarité internationale entre les peuples du Nord (riches) et du Sud (pauvres) avec pour objectif la construction d'un monde différent soustrait à l'ordre libéral actuel. Les forums sociaux sont des espaces ouverts de débat d'idées et d'élaboration de projets. Lors de cette édition africaine, des thèmes comme la souveraineté alimentaire, les prix des matières premières agricoles, la persécution des migrants, la destruction de l'environnement par la course au profit et l'oppression de la femme dans la société, ont été au centre des discussions. Chaque rencontre, chaque échange est conçu dans un processus continu de nouvelles initiatives et d'approfondissement des relations entre organisations. Le forum social a essayé en des forums sociaux continentaux, des forums régionaux et même locaux. De nouvelles formules plus radicales dans leur contenu revendicatif prennent l'appellation de forums des peuples comme celui de Bandiagara au Mali [cf. Chantiers 23, 2009]. **Le Forum Social Mondial est un espace de débat démocratique d'idées**, d'approfondissement de la réflexion, de formulation de propositions, d'échange d'expériences et d'articulation de mouvements sociaux, réseaux, ONG, syndicats et autres

organisations dites de la société civile qui s'opposent au néo-libéralisme et à la domination du monde par le capital et par l'impérialisme.

Durant ce forum à Dakar des bacheliers, tout comme les étudiants anglais récemment, ont manifesté chaque jour pour dénoncer leur exclusion par l'argent, le nombre réduit de places disponibles et l'impossibilité de faire des études universitaires.

Les Sahraouis ont fait l'objet de motions de solidarité contre l'occupation de leur pays par la monarchie marocaine, et les révolutions en Afrique et dans le monde arabe ont été saluées comme des progrès émancipateurs des peuples opprimés par l'impérialisme. Des chartes ont été adoptées et feront l'objet d'évaluation au prochain Forum social Mondial. L'Amérique Latine puis l'Asie ont lancé le mouvement vers la sortie du sous développement en ce début du XXIème siècle.

L'Afrique et le monde arabe rejoignent-ils ce mouvement libérateur? C'est ce qu'annonce les révolutions en cours en Tunisie, en Egypte, au Maroc, au Yémen, à Bahreïn, à Oman, au Koweït, en Arabie Saoudite que l'intervention militaire des impérialistes des USA, de la France et du Royaume Uni en Libye et celle d'Israël à Gaza veulent tuer dans l'œuf.

Fukushima : La sécurité des peuples n'est pas compatible avec le profit

Après le tremblement de terre et le tsunami qui ont tué des dizaines de milliers de victimes, le Japon est pour l'heure confronté à un « accident » nucléaire majeur (classé officiellement depuis la mi-avril, soit plus d'un mois après, au même niveau de gravité que la catastrophe de Tchernobyl).

Trois réacteurs avec leurs piscines attenantes sont endommagées et laissent échapper de l'air, de l'eau et des substances radioactives, irradiant les employés de la centrale et contaminant les fleuves, les terres et les populations avoisinantes sur un rayon de plus de 100 kilomètres. C'est une tragédie, c'est une catastrophe. Mais est-ce un accident?

La question se pose lorsqu'on sait que l'exploitant, comme on dit dans les médias, a négocié durant quatre jours avant de se rendre à l'évidence que la centrale n'était plus récupérable. Elle se pose lorsqu'on apprend que « l'exploitant » n'en est pas à son premier accident. Elle se pose encore quand on nous dit à la sauvette que le gouvernement japonais n'était pas autorisé à pénétrer sur le site et ne pouvait y effectuer aucun contrôle. Elle se pose cruellement lorsqu'on s'aperçoit qu'aucune mesure de sécurité n'a été prévue, ni pour la centrale elle-même et ses salariés ni pour les populations avoisinantes.

En 1986, beaucoup avaient raillé l'Union Soviétique lors de l'accident de Tchernobyl. Mais il avait fallu moins de 15 jours pour éviter une catastrophe de plus grande ampleur en décidant d'étouffer le cœur du réacteur en fusion. A Tchernobyl, 80 hélicoptères, 1 000 pilotes puis 600 000 réservistes avaient été envoyés sur zone pour enrayer le processus de fusion et éviter à l'Europe de devenir inhabitable pour des millénaires. C'était qu'on le veuille ou non la preuve de la capacité du système socialiste (même un socialisme décrépi et rongé de l'intérieur par ceux qui travaillaient à sa perte) à faire face rapidement et avec énergie à une situation catastrophique inédite.

Que voyons-nous au Japon? Une volonté de sous-estimer la catastrophe en minimisant les risques et l'impact immédiat sur l'environnement et les

hommes. Alors que les autorités nucléaires japonaises n'avaient cessé de minimiser l'étendue des fuites radioactives, un mois plus tard elles avouaient que ces fuites pouvaient « dépasser finalement celles de Tchernobyl ».

A Tchernobyl c'était un accident. A Fukushima c'est un crime. Un crime capitaliste dû largement au propriétaire privé de la Centrale : Tokyo Electric Power (TEPCO). Déjà en 2002 TEPCO avait falsifié une trentaine de rapports d'inspection constatant des fissures ou des corrosions sur les enveloppes des réacteurs dont ceux de la centrale de Fukushima. L'Agence Internationale de l'Energie Atomique (l'IAEA) avait indiqué en 2009 que les critères de sécurité de nombre de centrales japonaises étaient obsolètes, les réacteurs comme ceux de Fukushima ne pouvant résister au maximum qu'à des séismes d'une magnitude 7. TEPCO reconnaissait elle-même dans un rapport à l'agence japonaise de sûreté nucléaire du 28 février 2011 (quelques jours avant le séisme !) qu'elle n'avait pas contrôlée 33 éléments des réacteurs de Fukushima... notamment un moteur et un générateur électrique d'appoint pour le réacteur n°1. Et les plans de gestion d'urgence n'avaient en fait envisagé que des problèmes mineurs. Le profit avant la sécurité.

On comprend dès lors la réaction de nos camarades syndicalistes d'EDF qui affirment que le nucléaire « n'est pas une industrie comme une autre » et que « l'homme doit être placé au centre de la sûreté nucléaire et non pas les impératifs budgétaires et financiers ». Or les risques existent de plus en plus avec par exemple la politique de sous-traitance d'EDF, et la forte pression exercée sur les prestataires (Suez ou Areva pour la maintenance) au détriment de la sécurité (Voir le livre *Vers un Tchernobyl français* d'Eric Ouzounian, paru en 2008). La manipulation de l'atome est une tâche bien trop périlleuse pour se voir confiée à un secteur privé, uniquement régi par la loi du marché.

La réaction de TEPCO face à la crise est aussi révélatrice, illustrée par ce fait : par peur d'endommager les

réacteurs (dans le vain espoir donc de continuer à les utiliser... pour ses profits !), TEPCO a tardé à utiliser de l'eau de mer pour refroidir les réacteurs. Plus largement, TEPCO voulait s'assurer... qu'il ne paierait pas les pots cassés ! Pour les capitalistes, c'est toujours à l'Etat (donc à la nation) de prendre à sa charge les dommages ! Les actionnaires sont rassurés. Seul le peuple japonais, et avec lui l'Humanité toute entière, sera touché. Ouf! Les bourses n'ont pas plongé. On respire! On se remplit les poumons et la thyroïde des émanations de la mondialisation radioactive.

Pauvre Japon qui, pour la seconde fois, est confronté au crime nucléaire capitaliste. En 1945, le capitalisme états-unien avait détruit par le feu nucléaire deux villes d'un pays qui avait pourtant demandé l'armistice ; Hiroshima et Nagasaki. Aujourd'hui le capitalisme mondialisé sacrifie tout un peuple pour sauvegarder ses profits.

Cet « accident » est d'ailleurs une aubaine pour les multinationales. Le prix du pétrole et des matières premières s'envolent et les actionnaires se remplissent les poches sur le dos des peuples. Qui emportera les marchés de la reconstruction, si reconstruction il y a? Et quel taux de profit peut-on espérer? Les charognards sont déjà en train de se partager la dépouille du Japon.

La tragédie de Fukushima démontre que la sécurité des peuples, n'est pas compatible avec le profit, que la sécurité et la survie de l'Humanité ne s'accordent pas avec le capitalisme. Elle démontre également que des secteurs clés tels que l'énergie ne doivent pas être soumis à la déréglementation et doivent être nationalisés, l'Etat devant être le garant de la sécurité énergétique.

« Socialisme ou barbarie » avait écrit en son temps Rosa Luxemburg, avant d'être assassinée par les valets de la bourgeoisie. Formule prophétique dont la justesse est, pour notre malheur, aujourd'hui démontrée à travers la tragédie japonaise. Japonaise? Non! C'est la tragédie de l'Humanité toute entière écrasée sous le joug du capitalisme mondialisé.

HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER ET POPULAIRE

Il y a 50 ans, la victoire historique du socialisme cubain sur l'impérialisme yankee !

Nous sommes le 15 avril 1961 dans la plus grande île des caraïbes à moins de 150km des Etats-Unis. Le commandant en Chef de la jeune révolution cubaine, Fidel Castro, prend la parole : C'est officiel, l'empire yankee attaque Cuba !

Tout a commencé lors du triomphe de la révolution en janvier 1959 ; le nouveau gouvernement révolutionnaire décide d'entreprendre de profonds changements économiques, politiques et sociaux dans le pays. Les chantiers sont nombreux : justice de classe, réforme agraire, nationalisation totale de l'éducation, de la médecine et de toutes les entreprises étrangères, etc. Et le peuple participe activement aux changements, avec la création de plusieurs organisations de masse (Fédération des Femmes Cubaines, Union des Pionniers, Comités de Défense de la Révolution...). Cuba est très vite confronté à l'impérialisme américain : ainsi par la loi du 6 juillet 1960, l'Etat cubain confisque toutes les entreprises nord-américaines en représailles du non-respect du

qu'au fond l'impérialisme use souvent des mêmes ficelles :

- Vaste campagne d'intoxication de l'opinion publique internationale, par médias interposés, visant à convaincre que le peuple cubain « écrasé par la dictature de Fidel Castro » se révoltait et demandait un soutien international ; pour tromper davantage, les premiers bombardiers américains à entrer en action (dès le 15 avril) étaient des bombardiers américains repeints aux couleurs cubaines ! Le représentant des Etats-Unis à l'ONU déclarait que ces bombardiers faisaient partie des forces aériennes cubaines qui s'étaient soulevées !

- Bombardement aérien (le 15 au matin) avant de lancer l'opération terrestre (le 17). Le bombardement des aéroports de La Havane et de Santiago cloua au sol la plupart des vieux avions de l'armée cubaine. Une « zone d'exclusion aérienne » est toujours un préalable militaire avant d'engager des forces au sol...

Le 15 avril 1961, Fidel Castro lance son appel aux armes et à défendre les acquis de la Révolution : « *En avant, Cubains, pour répondre par le fer et par le feu aux barbares qui s'efforcent de vous remettre en esclavage ! Nous luttons pour défendre nos usines, nos raffineries et nos mines. Ils sont venus pour arracher leur travail aux travailleurs. Ils sont venus enlever aux Noirs la dignité que la révolution leur a rendue.* »

Fidel termine son appel en disant que « *la révolution est invincible, et contre elle et contre son peuple héroïque tout le monde se brisera.* »

Le lendemain, le 16 avril, à la veille de l'invasion terrestre, le commandant en chef prononce la déclaration historique établissant le caractère socialiste de la Révolution cubaine. Cette annonce est l'ultime confirmation de la voie choisie par le peuple de Cuba. « *Ce que les impérialistes ne peuvent nous pardonner, c'est d'avoir fait triompher une révolution socialiste juste sous le nez des Etats-Unis.* »

Le 19 avril 1961, l'impérialisme Yankee subissait sa première défaite en Amérique Latine, là où il avait déjà provoqué de nombreuses tragédies par l'orchestration de coups d'Etat, les interventions militaires et d'autres actes d'ingérence. Il aura fallu un peu moins de soixante-six heures aux forces révolutionnaires cubaines pour écraser



l'invasion des 2 000 mercenaires recrutés et entraînés par la CIA.

Après cette grande victoire du socialisme, le nouvel Etat socialiste continue de radicaliser sa révolution et s'en donne les moyens: dès la fin de l'année, le Parti Uni de la Révolution Socialiste (PURS) est formé, qui deviendra le Parti Communiste de Cuba quatre ans après.

Fidel dit dans son discours de clôture sur la formation du PURS : « *le PURS est devenu une nécessité. Pourquoi une nécessité ? Nous ne pouvons faire une Révolution – et surtout une Révolution ne peut aller de l'avant – sans une organisation révolutionnaire forte et disciplinée.* »

L'impérialisme de son côté poursuit ses attaques contre l'île rebelle (blocus, attentats, tentatives d'assassinats, financement de mercenaire, etc.). Cinquante ans plus tard, Cuba est toujours socialiste et plusieurs gouvernements progressistes et anti-impérialistes ont pris le pouvoir dans différents pays de cette nouvelle Amérique...

Alors que le Sud et Cuba s'allient (ALBA, PetroCaribe,...), les Etats-Unis quant à eux continuent leurs agressions avec le maintien du blocus économique, commercial et financier mais aussi avec le financement d'actes terroristes et de sabotages.

Dans cette année de commémoration de l'invasion de la baie des cochons, il est indispensable de dénoncer les actes historiques et présents de l'Empire mais aussi d'affirmer la défense de Cuba Socialiste !



Prisonniers US sur la plage de la baie des Cochons...

Sugar Act de 1948 qui impliquait l'achat par les Etats-Unis de 3 millions de tonnes de sucre cubain au double du cours mondial. C'est l'URSS qui prend alors le relais, garantissant ainsi à Cuba l'achat de son principal produit d'exportation.

Tout cela irrite le grand voisin nordiste qui décide, d'une part de l'embargo économique contre Cuba (dès octobre 1960) et d'autre part d'agresser ouvertement le nouvel Etat indépendant pour tenter de renverser Fidel Castro et les révolutionnaires cubains. Les jours qui précédèrent le débarquement de la baie des cochons, les Etats-Unis et leurs mercenaires multiplièrent les provocations, notamment avec l'explosion du cargo français *La Courbe* et le bombardement de bases à La Havane et à Santiago de Cuba, faisant plusieurs morts et causant des dommages considérables.

Le débarquement impérialiste dans la *Baie des Cochons* (le 17 avril vers 1h15 du matin) fut précédé de 2 étapes préliminaires, qui nous rappellent



Che Guevara et Fidel

1871 – 2011 : La Commune de Paris a 140 ans. Les peuples arabes nous prouvent qu'elle n'a pas pris une ride !

Ironie de l'histoire que cette année 2011 se soit ouverte à la fois sur les festivités du 140^{ème} anniversaire de la Commune de Paris, et par un soulèvement de pays arabes, dont certains peuples ont décidé de prendre leur destin en main.

Les points communs ne manquent pas sur les causes de ces soulèvements :

Une misère qui sévit largement dans les classes populaires, opprimées par un capitalisme tout puissant et refoulées au ban de la société, comme au XIXe suite aux travaux d'Hausmann, pour la classe ouvrière et les couches moyennes embryonnaires ou déclassées,

un sentiment de trahison par les classes dirigeantes, que ce soit par une capitulation face aux prussiens, avec l'abandon de l'Alsace et de

la Lorraine, ou face aux dictats du FMI et à l'enrichissement personnel des dictateurs de ces pays par une spoliation de plusieurs dizaines de milliards de dollars, dépassant le budget de plusieurs ministères, et même, une partie de l'armée issue du peuple qui n'a pas été entièrement formée pour réprimer les mouvements issus de la base, et qui a su tendre la main à des moments clés aux peuples qu'ils sont censés protéger.

Les mêmes causes engendrant les mêmes effets, les deux situations ont eu un catalyseur qui aurait pu sembler anecdotique ; l'immolation d'un jeune

diplômé harcelé par la police pour la Tunisie, la tentative de vol des canons de la garde nationale, payés par souscription populaire, par les troupes de Thiers, infâme dirigeant d'un gouvernement capitulaire et antipopulaire.

Pour ce qui est de la Commune de Paris, nous connaissons la suite de l'histoire, avec ce que Marx a qualifié de première prise de pouvoir réelle par le peuple, c'est-à-dire de « première expérience de dictature du prolétariat »... pour les pays arabes, elle reste encore à écrire.

La Commune de Paris, en seulement 70 jours a brillamment montré de quelle fertilité le peuple est capable quand il prend réellement les rênes du pouvoir sans être obligé de composer avec les élites. Et les avancées ont été considérables :

- Une démocratie directe et réelle, avec des élus révocables, car être élu ne doit donner que des devoirs mais aucun droit particulier,

- Une réelle égalité des hommes et des femmes, qui mettra par la suite des décennies avant d'atteindre un tel niveau en France, avec l'enseignement des filles, l'égalité de salaire à fonction équivalente, le droit au divorce, la reconnaissance de l'union libre, l'interdiction de la prostitution, autant d'éléments clés qui ont permis d'envisager la libération des femmes du joug des hommes,

- Des avancées sociales sans précédent avec l'abolition du travail de nuit, l'interdiction des retenues sur salaires, la réquisition des logements vacants, la création de véritables services publics, l'éducation populaire pour les travailleurs, l'école publique laïque, gratuite et obligatoire pour tous, la séparation de l'Eglise et de l'Etat,

- A une époque où laïcité ne rimait pas encore avec islamophobie, où le nationalisme face à l'opresseur prussien ne rimait pas encore avec xénophobie, le rejet de l'étranger n'avait pas droit de cité, ce qui a permis au hongrois Fränkel d'occuper la position de ministre du travail, aux polonais Wroblewski et Dombrowski d'occuper des postes clés dans l'armée. Les *turco* (algériens recrutés comme chair à canon contre les prussiens avant de se rallier à la Commune), belges, luxembourgeois ou autres italiens exilés n'avaient pas besoin d'être « intégrés » pour jouer un rôle décisif dans la société.

Ces nombreux acquis ne doivent pas éclipser les faiblesses d'un mouvement spontané.

Comme c'est encore le cas de nos jours, les gouvernements impérialistes trouvent tou-

jours les moyens de se réunir face à la menace d'un pouvoir populaire. Les ennemis d'hier, versaillais et prussiens, ont ainsi su déposer les armes pour prendre en tenaille les communards, les prussiens bloquant toute possibilité de retraite face à l'assaut versaillais.

Face à cela, les querelles internes sévissaient entre les partisans d'un haut niveau d'organisation se

battant pour l'unité du mouvement communal, et d'autres tendances, en particulier les anarchistes, qui rejetaient toute forme de discipline révolutionnaire. Ceci allait de pair avec un manque de vigilance face aux traîtres qui ont ainsi pu appuyer les assauts décisifs des versaillais, comme celui du 21 Mai, et un manque de formation à la tactique militaire. Cette armée de fédérés était en effet composée en grande partie de volontaires assez peu expérimentés, qui n'ont pas pu saisir l'opportunité de cueillir les forces versaillaises au tout début, quand celles-ci étaient encore en déroute, et ont été assez peu vigilants sur ces fortifications Ouest.

Ces facteurs expliquent la déroute et le massacre de 10 000 à 30 000 communards durant la semaine sanglante du 21 au 28 Mai, mais on peut dire qu'ils ne sont pas tombés pour rien et les enseignements sont nombreux et ont servi de point d'appui à bon nombre de révolutions ultérieures, à commencer par la grande révolution d'Octobre 1917.

De nos jours, même si les sangsues impérialistes cherchent à reprendre la main, par la nouvelle guerre coloniale en Libye, et si les chances pour les pays arabes sont assez minces d'une véritable prise de pouvoir par le peuple, il y a fort à parier que de nombreux enseignements seront tirés de ces soulèvements actuels, ouvrant la voie aux révolutions futures.

Une seule certitude : sans lutte, aucune victoire du peuple n'est possible !

Gloire à nos glorieux aînés communards !

Gloire à tous les peuples qui prennent courageusement leur destin en main !

Pour le 140ème anniversaire de la commune, les célébrations se poursuivent les prochains mois avec les classiques célébrations organisées par les Amis de la commune :

28 Mai : Montée au Mur des fédérés

30 Mai – 19 Juin : exposition « La Commune de Paris (1871) - Une histoire moderne » au couvent des Cordeliers à Paris

25 Septembre : fête de la commune à la butte aux cailles, Paris 13ème



Le RCC s'élargit !

Entretien avec Charles Hoareau, porte-parole de Rouge Vif 13

Chantiers : Peux-tu rappeler en quelques mots l'origine de l'organisation Rouges Vifs 13, dans quel contexte politique elle s'est fondée ?

Charles Hoareau : Au congrès du PCF à Martigues en 2000, cinq congressistes en désaccord avec les orientations adoptées au congrès lançaient un appel aux communistes, qu'ils soient encore encartés ou non. Cet appel intitulé « *Assumons nos responsabilités* » prit de l'essor et déboucha sur une première tentative de rassemblement national, la « *Convergence Communiste* », qui devait se composer d'associations locales, départementales et d'entreprises. Rouges Vifs 13 s'est créé dans ce cadre.

Chantiers : Rouges Vifs est connue et reconnue dans les quartiers populaires de Marseille: Comment vous êtes vous fait connaître et sur quels fronts, dans quelles luttes militiez-vous ?

C. H. : Je ne sais pas si on est reconnu, ce que je sais c'est qu'on s'est présenté aux élections locales en 2002 et que depuis nous avons essayé de poursuivre dans la mesure de nos moyens une activité politique com-

muniste. Notre priorité dans notre action, ce sont les plus exploités, car on ne pourra rien faire sans eux. On a mené des batailles qui ont été marquées par cette volonté là : tracts et initiatives régulières dans les quartiers populaires, tracts traduits dans plusieurs langues contre la constitution européenne, lutte contre les horodateurs, pour les logements, pour les droits des comoriens, etc.

Chantiers : Comment s'est passée la rencontre avec le RCC et quelles sont les raisons de votre adhésion à ce rassemblement ?

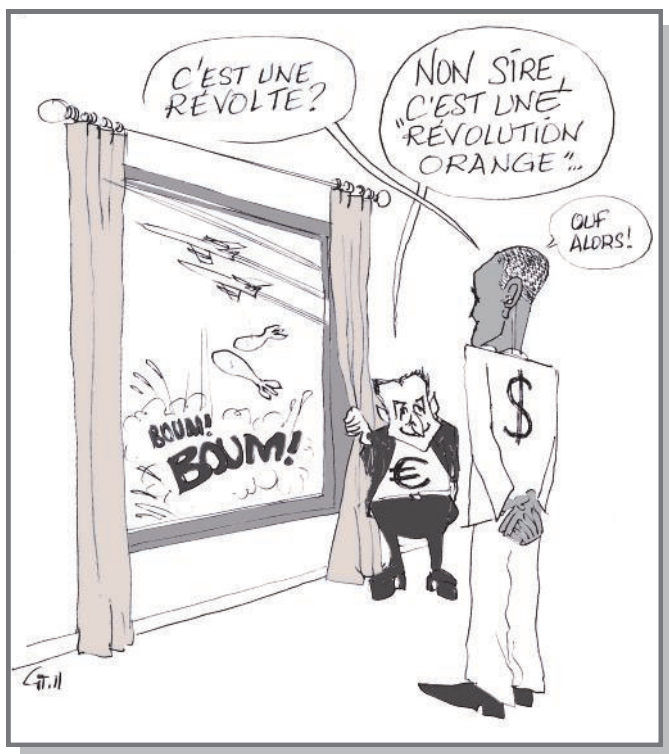
C. H. : Nous avions de notre côté toujours pensé que le mouvement communiste n'avait d'avenir en France que s'il avait une visibilité nationale, et que cela devrait partir d'en bas. Le RCC est sur la même démarche donc aucune raison de ne pas le rejoindre !

Chantiers : Comment vois-tu l'avenir de la famille communiste en France ?

C. H. : L'idée communiste est destinée à revenir au devant des solutions d'avenir... encore faut-il qu'elle rencontre une organisation pour cela. Dans le PCF et en dehors de



lui, il y a des militant-e-s qui travaillent au rapprochement des communistes et à la mise à jour des fondamentaux idéologiques. C'est donc un motif d'espoir, à condition que nous ne loupions pas les trains que l'histoire est en train de mettre en marche, de la Tunisie aux usines en luttant en France en passant par les quartiers populaires où la jeunesse est à la recherche d'une identité révolutionnaire !



Pour nous contacter:

Cercle Henri Barbusse

cerclebarbusse@gmail.com

Coordination Communiste

coordcommuniste@numericable.fr

Cercle Communiste d'Alsace

cercle.communistealsace@yahoo.fr

Cercle Communiste de Région Parisienne

cercle.communiste@free.fr

Rouge Vif Bouches - du - Rhône

rougemidi@rougemidi.org

QUI SOMMES - NOUS ?

Nous sommes des militant-e-s agissant dans différents fronts (syndical, anti-impérialiste, anticolonialiste, associatif) avec la conviction que nos luttes et nos revendications ne peuvent être complètement satisfaites dans ce système immonde qu'est le capitalisme. Il doit être renversé par la révolution, qui ouvrira la voie à une société débarrassée de l'exploitation ; la société communiste. Pour nous aider dans ce combat, nous nous appuyons sur la théorie marxiste-léniniste.

Issus ou non du PCF, nous œuvrons aujourd'hui à la reconstruction d'un Parti Communiste Révolutionnaire, en défendant l'héritage historique du PCF - Section Française de l'Internationale Communiste, et en luttant pour l'unité d'action et l'unité idéologique des communistes de ce pays, contre la maladie scissionniste qui a divisé et démoralisé le mouvement ouvrier dans les dernières décennies.

Cette reconstruction ne peut se réaliser en dehors de la lutte de classe, qui s'intensifie dans le contexte actuel d'aggravation de la crise mondiale du capitalisme. L'avenir ne pourra se construire qu'en s'appuyant sur des victoires de classe contre la bourgeoisie dès aujourd'hui, par tous les fronts de lutte économique et politique auxquels nous voulons prendre part.

Le Rassemblement des Cercles Communistes est aujourd'hui composé de cinq cercles: Le Cercle Henri Barbusse de culture ouvrière et populaire, la Coordination Communiste Nord - Pas de Calais, le Cercle Communiste d'Alsace, le Cercle Communiste de Région Parisienne et Rouge Vif Bouches - du - Rhône.

Pour lire nos analyses, participer à nos actions, télécharger nos déclarations, nos journaux, nos tracts, pour prendre contact avec nous, adhérer à l'un de nos cercles, pour vous informer sur notre cycle de formation marxiste - léniniste... visitez notre site!

rassemblementcommuniste.org